

Viel & Cie

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

FIDORG AUDIT

62, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris cedex
S.A.S. au capital de € 124 000
339 713 869 R.C.S. Caen

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Normandie

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Viel & Cie

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Viel & Cie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Viel & Cie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans les notes 8 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés de votre société, les écarts d'acquisition au 31 décembre 2021 s'élèvent à M€ 115,5 en valeur nette.	Nous avons apprécié la méthodologie des tests de dépréciation effectués au regard des normes comptables.
Les écarts d'acquisition inclus dans les immobilisations incorporelles s'élèvent à M€ 89,8 au 31 décembre 2021 en valeur nette.	Nous avons réalisé les procédures suivantes :
Les écarts acquisitions inclus dans les participations dans les sociétés associés et coentreprises s'élèvent à M€ 25,7 au 31 décembre 2021.	<ul style="list-style-type: none">▶ comparer les budgets et les hypothèses de croissance des périodes passées avec les résultats réels afin d'apprécier le processus d'estimation réalisée par la direction ;▶ analyser la projection des flux de trésorerie utilisée par la direction pour la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition ;

Votre groupe teste les écarts d'acquisition pour identifier d'éventuelles pertes de valeur à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés comme indiqué dans le paragraphe « Perte de valeur des écarts d'acquisition » de la partie « Principales estimations et hypothèses comptables » de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'évaluation des écarts d'acquisition implique des jugements complexes de la direction sur les différentes hypothèses utilisées pour l'actualisation des flux futurs.

- ▶ apprécier la cohérence des hypothèses sous-jacentes, d'une part, au regard des prévisions des flux de trésorerie et d'exploitation des activités établies sous le contrôle de la direction de chaque société et, d'autre part, au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- ▶ analyser la méthode de calcul utilisée et vérifier les calculs arithmétiques ;
- ▶ pour les sociétés cotées, comparer la valeur comptable de l'UGT à la capitalisation boursière.

■ Evaluation des provisions pour litiges

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre de leurs activités, des filiales de votre groupe peuvent être impliquées dans des litiges avec des anciens employés à la suite de la résiliation de leur contrat de travail, ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.</p> <p>Des provisions sont comptabilisées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'un procès peut être estimée de manière fiable. Les provisions pour litiges au 31 décembre 2021 s'élèvent à M€ 12,5.</p> <p>Comme indiqué dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, une provision a été constituée au titre d'une procédure civile intentée fin 2017 à l'encontre d'une filiale du groupe au Royaume-Uni afin de couvrir un règlement éventuel avec les parties adverses.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit du fait d'un processus complexe d'évaluation par la direction basé sur des hypothèses quant à l'issue attendue des procédures.</p>	<p>Nous avons obtenu une synthèse des principales procédures en cours et mené des entretiens avec le directeur juridique de votre groupe afin d'obtenir une compréhension des principales affaires en cours.</p> <p>Nous avons directement supervisé les travaux des auditeurs locaux réalisés à notre demande, incluant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ l'étude des analyses juridiques préparées par la direction ; ▶ la prise de connaissance des correspondances avec les conseils externes ; ▶ l'analyse du montant des provisions associées ; ▶ la synthèse des réponses aux demandes de confirmation des conseils externes. <p>Nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.</p>

■ Risque de contrepartie sur les opérations de l'activité en principal non réglées à la clôture

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Activité en principal » de la partie « Principales méthodes comptables », certaines sociétés de votre groupe agissent en tant que principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers.</p> <p>Ces transactions sont débloquées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées : le règlement effectué, d'une part, et la livraison des titres, d'autre part (délai technique de règlement - livraison).</p> <p>Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».</p> <p>Lorsqu'une contrepartie manque à ses obligations, il existe un risque potentiel de dépréciation des créances. Ce risque de dépréciation des créances pour les transactions non réglées à la fin de l'exercice est considéré comme un élément clé d'audit.</p> <p>Comme indiqué dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés, les créances liées à l'activité en « principal » s'élèvent à M€ 435,9 au 31 décembre 2021.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à évaluer le risque de contrepartie sur les opérations non réglées à la fin de l'exercice en observant soit le recouvrement ultérieur de ces opérations soit l'estimation du risque de crédit en fonction des contreparties et le cas échéant sa couverture par des dépréciations.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du conseil d'administration. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Viel & Cie par votre assemblée générale du 21 mai 2003 pour le cabinet FIDORG AUDIT et du 10 septembre 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet FIDORG AUDIT était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la trentième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 17 mai 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT

ERNST & YOUNG Audit

Christophe Chareton

Bernard Heller

VIEL & Cie
Comptes consolidés
Exercice 2021

Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros	Note	2021	2020
Chiffre d'affaires	1	855 054	888 122
Autres produits d'exploitation	2	14 668	3 222
Produits d'exploitation		869 722	891 344
Charges de personnel		-619 174	-630 884
Autres charges d'exploitation	3	-148 848	-146 790
Amortissements		-28 055	-30 050
Gains/ (Pertes) de valeur des actifs		0	-2
Charges d'exploitation		-796 077	-807 726
Résultat d'exploitation		73 645	83 618
Quote-Part de résultat d'exploitation de sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe	9	26 355	18 774
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du groupe		100 000	102 392
Produits financiers	4	6 940	6 210
Charges financières	4	-17 033	-22 368
Résultat avant impôts		89 907	86 234
Impôts sur les bénéfices	5	-14 960	-14 631
Résultat net		74 947	71 603
Intérêts minoritaires		23 987	22 675
Résultat net part du Groupe		50 960	48 928
<i>Résultat par action (en euros) :</i>			
<i>Résultat de base par action</i>	6	0,78	0,74
<i>Résultat dilué par action</i>	6	0,77	0,73

Etat du résultat global consolidé

en milliers d'euros	Note	2021	2020
Résultat de la période comptabilisé au compte de résultat		74 947	71 603
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		282	182
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies		3 716	-593
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	3 998	-411
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat			
Ecarts de conversion		16 491	-34 293
Transfert de l'écart de conversion au compte de résultat		-12 112	0
Autres éléments du résultat global des sociétés associées		-407	-1 332
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	16	3 972	-35 625
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts		7 970	-36 036
Résultat global		82 917	35 567
Part du Groupe		56 280	24 026
Intérêts minoritaires		26 637	11 541

L'impact fiscal sur chacun des autres éléments du résultat global est présenté en note 5.

Bilan consolidé

en milliers d'euros	Note	31.12.2021	31.12.2020
ACTIF			
Immobilisations corporelles	7	24 526	25 550
Actifs liés au droit d'utilisation	26	57 149	49 350
Immobilisations incorporelles	8	123 247	115 457
Participations dans les sociétés associées et coentreprises	9	200 618	187 336
Actifs Financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	14 a	4 678	4 470
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	18 838	15 442
Autres actifs financiers	10	12 209	12 106
Impôts différés actifs		30 861	29 165
Immubles de placement	7	2 357	2 304
Trésorerie non disponible	11	32 376	26 901
Total actif non courant		506 859	468 081
Autres actifs courants		15 345	15 235
Instruments financiers dérivés actifs	25	396	382
Impôts à recevoir	24	5 298	4 804
Clients et autres créances	12	2 089 470	1 540 428
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	13	105	3
Actifs financiers évalués au coût amorti	14 b	82 099	14 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	458 655	370 900
Total actif courant		2 651 368	1 946 055
TOTAL ACTIF		3 158 227	2 414 136
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capital	16	13 880	14 325
Prime d'émission		12 869	12 869
Actions propres	16	-18 079	-23 964
Ecart de conversion		-43 358	-45 839
Réserves consolidées	16	435 941	413 405
Total des capitaux propres Part du Groupe		401 253	370 796
Intérêts minoritaires	17	137 301	121 248
Total des capitaux propres		538 554	492 044
Dettes financières	20	384 497	305 068
Obligations locatives	26	54 184	46 213
Autres passifs financiers		0	0
Provisions	21	28 280	31 244
Produits différés		0	4
Impôts différés passifs		988	1 823
Total passif non courant		467 949	384 352
Dettes financières	20	126 544	49 086
Obligations locatives	26	16 061	14 959
Fournisseurs et autres créanciers	23	1 986 926	1 462 070
Provisions	21	12 496	0
Impôts à payer	24	8 830	10 470
Instruments financiers dérivés passifs	25	19	13
Produits différés		848	1 142
Total passif courant		2 151 724	1 537 740
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		3 158 227	2 414 136

Tableau des flux de trésorerie consolidés

en milliers d'euros	Note	31.12.2021	31.12.2020
Flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôts		89 907	86 234
Amortissements	7, 8	28 055	30 050
Perte de valeur des actifs	7, 8	-	2
Résultat financier net		9 665	11 949
Quote part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises	9	-26 354	-18 774
Augmentation / (diminution) des provisions	21	15 817	4 875
Variation des produits différés		-375	441
Dépense relative aux paiement fondés sur des actions	19	1 222	1 640
Plus / (moins) values sur cessions de sociétés	2	-12 872	-79
Plus / (moins) values sur cessions d'actifs immobilisés	2	8	-184
(Augmentation) / diminution des créances / dettes liées aux activités en principal et de teneurs de comptes		6 088	-7 411
(Augmentation) / diminution du fonds de roulement		-34 236	136
Provisions payées		-2 240	-1 844
Intérêts payés		-11 889	-14 068
Intérêts perçus		3 872	992
Impôts payés		-16 726	-10 937
Flux de trésorerie nets résultant des activités opérationnelles		49 942	83 022
Flux de trésorerie afférents à l'activité d'investissement			
Acquisition d'actifs financiers		-67 280	-9 325
Valeur de vente d'actifs financiers		543	52 390
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		-5 774	-2 351
Cession de filiales, net de la trésorerie cédée		0	0
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-3 302	-5 673
Valeur de vente d'immobilisations corporelles		0	36
Acquisition d'immobilisations incorporelles	8	-6 237	-4 334
Valeur de vente d'immobilisations incorporelles		54	207
Acquisition d'immeubles de placement		0	0
Valeur de vente d'immeubles de placement	7	0	0
Dividendes reçus		15 253	13 112
(Augmentation) / diminution de la trésorerie non disponible		-3 562	836
Flux de trésorerie nets provenant de l'activité d'investissement		-70 305	44 898
Flux de trésorerie afférents à l'activité de financement			
Augmentation des dettes financières à court terme	20	2 779	37 372
Diminution des dettes financières à court terme	20	-26 043	-146 967
Augmentation des dettes financières à long terme	20	172 211	0
Diminution des dettes financières à long terme	20	0	-30 150
Paiement des obligations locatives		-14 268	-13 423
Variation des autres dettes à long terme		0	0
Augmentation de capital et prime d'émission		-445	0
Acquisition d'actions propres		-4 636	-3 589
Valeur de vente d'actions propres		0	0
Cession de participation dans une filiale		0	0
Acquisition d'intérêts non contrôlants	17	5 622	8 151
Dividendes versés aux intérêts minoritaires		-15 292	-15 537
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	18	-18 294	-16 479
Flux de trésorerie nets provenant de l'activité de financement		101 634	-180 622
Impact de la variation des taux de change sur la trésorerie consolidée		12 167	-17 691
Variation de la trésorerie			
Trésorerie et équivalent au début de la période	15	363 073	433 466
Trésorerie et équivalent à la fin de la période	15	456 511	363 073

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er Janvier 2020		71 622 968	14 325	12 876	-20 375	-20 682	386 260	372 404	121 559	493 963
Résultat net de la période							48 928	48 928	22 675	71 603
Autres éléments du résultat global	16					-24 589	-313	-24 902	-11 134	-36 036
Résultat global de la période						-24 589	48 615	24 026	11 541	35 567
Réduction de capital	16							0	0	0
Dividendes versés	18						-16 479	-16 479	-15 537	-32 016
Variation d'actions propres				-7	-3 589			-3 596	0	-3 596
Incidence des variations de périmètre						-568	-5 878	-6 446	3 343	-3 103
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19						1 497	1 497	561	2 058
Autres variations							-610	-610	-219	-829
Capitaux propres au 31 Décembre 2020		71 622 968	14 325	12 869	-23 964	-45 839	413 405	370 796	121 248	492 044

en milliers d'euros excepté le nombre d'actions	Note	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 1er Janvier 2021		71 622 968	14 325	12 869	-23 964	-45 839	413 405	370 796	121 248	492 044
Résultat net de la période							50 960	50 960	23 987	74 947
Autres éléments du résultat global	16					2 481	2 839	5 320	2 650	7 970
Résultat global de la période						2 481	53 799	56 280	26 637	82 917
Augmentation de capital	16							0	0	0
Dividendes versés	18						-18 294	-18 294	-15 292	-33 586
Variation d'actions propres		-2 220 500	-445		5 885		-10 076	-4 636	0	-4 636
Incidence des variations de périmètre							-5 872	-5 872	3 486	-2 386
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	19						2 887	2 887	1 034	3 921
Autres variations							92	92	188	280
Capitaux propres au 31 Décembre 2021		69 402 468	13 880	12 869	-18 079	-43 358	435 941	401 253	137 301	538 554

Annexes aux comptes consolidés

Informations générales

VIEL & Cie est une société française anonyme, domiciliée à Paris au 7, Place Vendôme - 75001 Paris. VIEL & Cie, société d'investissement, contrôle deux sociétés cotées spécialisées dans l'intermédiation financière, Compagnie Financière Tradition, présente dans 28 pays, active dans le secteur de l'intermédiation professionnelle et Bourse Direct, intervenant dans le domaine de la bourse sur Internet en France, ainsi qu'un pôle de gestion et de banque privée au travers d'une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée.

L'action VIEL & Cie (codes : FR0000050049, VIL) est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris, et est incluse dans l'indice SBF 250.

VIEL & Cie est détenue à hauteur de 62,12 % par Viel et Compagnie-Finance.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2021 par décision du 24 mars 2022.

Dans un contexte de crise sanitaire et économique, les sociétés du groupe ont maintenu la continuité de leurs activités sans rupture de services. Cette crise sanitaire liée à la Covid-19 constitue un évènement majeur de l'année qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes consolidés clos au 31 décembre 2021.

Principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis en milliers d'euros sauf explicitement mentionné, l'euro étant la devise fonctionnelle et la devise de présentation de VIEL & Cie. Ils ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certains instruments financiers réévalués à la juste valeur.

Les comptes consolidés de VIEL & Cie sont établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Modification des principes régissant l'établissement des comptes consolidés

Les principes comptables appliqués lors de la préparation des comptes annuels consolidés sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2020.

Principales estimations et hypothèses comptables

Lors de l'établissement des comptes consolidés, la Direction procède à des estimations lors de l'application des conventions comptables.

En raison des incertitudes inhérentes aux activités du Groupe, certains éléments des comptes consolidés ne peuvent pas être évalués avec précision, et ne peuvent faire l'objet que d'une estimation. Ces estimations impliquent des jugements fondés sur les dernières informations fiables disponibles.

Les hypothèses clefs relatives à l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période sont les suivantes :

Perte de valeur des écarts d'acquisition :

Le Groupe effectue des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition à chaque date de bilan. La valeur d'utilité des écarts d'acquisition est appréciée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés sur les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés et est comparée à la capitalisation boursière quand ce critère peut s'appliquer. Les projections de flux de trésorerie futurs sont basées sur des estimations faites par la Direction qui estime également le taux d'actualisation à retenir dans le calcul de leur valeur actualisée. Des informations complémentaires sont données en note 8.

Impôts différés actifs :

Des impôts différés actifs sont enregistrés pour les reports fiscaux déficitaires dans la mesure où il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces reports fiscaux déficitaires pourront être imputés. La Direction estime le montant des actifs d'impôts différés à comptabiliser, sur la base des prévisions de bénéfices imposables futurs. Des informations complémentaires sont données en note 5.

Engagements envers le personnel

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année sur la base d'évaluations actuarielles. Ce type d'évaluation implique l'utilisation d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation, les rendements attendus des actifs des régimes, les augmentations futures des salaires et des retraites ainsi que les taux de mortalité. En raison de leur perspective long terme, ces estimations sont sujettes à incertitudes. Des informations complémentaires sont données en note 22.

Provisions pour litiges

Des provisions sont constatées pour les litiges en cours lorsque l'issue probable d'une action en justice ou de tout autre litige impliquant le Groupe peut être estimée de manière fiable. L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question. Celles-ci ne sont par conséquent pas actualisées car leur valeur actuelle ne représenterait pas une information fiable. Des informations complémentaires sont données en note 21.

Principales méthodes comptables

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux de VIEL & Cie ainsi que ceux de ses filiales, co-entreprises et sociétés associées (appelées collectivement le « Groupe »).

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt et méthode de consolidation retenue pour chacune de ces sociétés, figurent en note 32.

Regroupements d'entreprises

L'acquisition d'entreprises est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré en additionnant les justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition engagés au titre de regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, qui satisfont aux conditions de comptabilisation, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé en tant qu'actif et évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables ainsi constatée. Si, après réévaluation, la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût d'acquisition, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

Après la comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition positifs sont évalués au coût d'acquisition diminué du cumul des pertes de valeur.

Les écarts d'acquisition sur les filiales sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles en note 8.

Dans le cadre du test de dépréciation effectué annuellement, ces écarts d'acquisition sont alloués à des unités génératrices de trésorerie. Leur valeur d'utilité est appréciée par référence à des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise sont évalués initialement en fonction de leur quote-part de la juste valeur des actifs nets acquis.

Méthodes de consolidation

Filiales

La méthode d'intégration globale est appliquée à toutes les sociétés dans lesquelles VIEL & Cie exerce, directement ou indirectement, le contrôle sur la gestion des affaires. Il y a contrôle lorsque le Groupe est exposé à des rendements variables résultants de sa participation dans la société ou détient des droits sur ces rendements, et s'il peut utiliser son pouvoir sur la société pour influencer sur les rendements. Les états financiers des filiales sont intégrés aux comptes consolidés à partir de la date de prise de contrôle jusqu'à la date où le contrôle cesse. La part des actionnaires minoritaires à l'actif net des filiales consolidées et au résultat global de l'exercice est présentée distinctement au bilan et au compte de résultat global consolidé même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les intérêts minoritaires.

Coentreprises

Une coentreprise est un partenariat qui confère au Groupe des droits sur l'actif net de la société dans laquelle le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires. Le Groupe comptabilise ses intérêts dans les coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les écarts d'acquisition déterminés sur les coentreprises sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Sociétés associées

Les sociétés associées sur lesquelles VIEL & Cie exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais sans toutefois en avoir le contrôle, sont intégrées selon la méthode de la mise en équivalence. Une influence notable est notamment présumée lorsque VIEL & Cie détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote de ces sociétés. Les comptes consolidés incluent la quote-part du Groupe dans l'actif net et le résultat des sociétés associées. Les écarts d'acquisition déterminés sur les sociétés associées sont inclus dans la valeur comptable de l'investissement.

Elimination des opérations réciproques

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les soldes et transactions significatifs intragroupes ainsi que les gains et pertes non réalisés résultant de transactions intragroupes sont éliminés. Les gains et pertes non réalisés résultant de transactions avec des sociétés associées et des sociétés contrôlées conjointement sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités.

Traitement des devises étrangères

Au sein du Groupe, dont l'euro est la monnaie de présentation des comptes, les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de chaque entité, aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères à la fin de la période sont convertis aux cours de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant de ces opérations sont constatées au compte de résultat. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur coût historique sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs non monétaires libellés en devises étrangères et constatés à leur juste valeur sont convertis aux cours de change en vigueur au moment où la juste valeur est déterminée.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères, incluant les écarts d'acquisition et les écarts d'évaluation, sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date d'établissement des comptes. Les produits et charges des filiales étrangères exprimés en monnaies étrangères sont convertis en euros aux cours de change moyens de l'année écoulée.

Les différences de change résultant de la variation des cours de change d'un exercice sur l'autre, appliquées à la situation nette des filiales étrangères exprimée en monnaies étrangères, ainsi que la différence entre le cours moyen de l'année écoulée et le cours de clôture appliquée au résultat des filiales, sont directement imputées aux capitaux propres, sous la rubrique « Ecart de conversion ». Lors de la cession d'une filiale étrangère, le montant cumulé de l'écart de conversion relatif à cette dernière qui était imputé dans les capitaux propres de son pôle de détention est constaté au compte de résultat.

Un tableau des principaux cours de change utilisés au titre des exercices 2021 et 2020 est présenté en note 31.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué de revenus de courtages et de commissions liés aux opérations d'intermédiation menées par les filiales opérationnelles de VIEL & Cie avec des tiers. Pour les transactions à titre d'agent, le chiffre d'affaires est présenté net des remises et escomptes ainsi que des frais versés aux correspondants et est constaté dès la négociation de l'opération. Dans le cadre des activités en principal où les filiales opérationnelles du Groupe agissent à titre de principal pour l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers, les revenus de commissions représentent la différence entre le montant de la vente de ces titres et le montant de leur achat et sont constatés en date de livraison.

Résultat financier net

Le résultat financier net comprend les intérêts issus du placement de la trésorerie à court terme, les intérêts payés sur les dettes financières et obligations locatives à court et à long terme, les intérêts liés aux activités de teneur de comptes ainsi que les plus et moins-values sur actifs et passifs financiers. Cette rubrique inclut également les gains et pertes de change sur les actifs et passifs financiers. Les charges et revenus d'intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Impôt sur les bénéfices

Cette rubrique comprend l'impôt exigible ainsi que l'impôt différé sur les bénéfices. L'effet fiscal des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés est enregistré dans les capitaux propres consolidés.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période calculé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture ainsi que les ajustements d'impôts d'années précédentes.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'imposition attendus lors de la réalisation des actifs ou le règlement des passifs. Tout changement du taux d'imposition est enregistré au compte de résultat sauf s'il est relatif directement à des éléments de capitaux propres. Des impôts différés sont calculés et comptabilisés sur toutes les différences temporelles imposables, à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Les impôts différés actifs sont enregistrés sur toutes les différences temporelles déductibles, dès lors qu'il est probable de les récupérer à un horizon prévisible grâce à l'existence de bénéfices futurs. Dans le cas contraire, ils ne sont retenus qu'à hauteur des passifs d'impôts différés pour une même entité fiscale.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuées de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, diminuées d'une dépréciation pour perte de valeur. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée, soit :

- Agencements et installations : entre 5 et 10 ans,
- Matériel informatique et de téléphonie : entre 2 et 5 ans,
- Autres immobilisations corporelles : entre 3 et 5 ans.

Lorsque des éléments d'une même immobilisation corporelle ont une durée d'utilisation estimée différente, ils sont constatés distinctement dans les immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilisation estimée respective.

Les charges d'entretien et de réparation sont imputées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Les dépenses permettant d'augmenter les avantages économiques futurs liés aux immobilisations corporelles sont capitalisées et amorties.

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises est déterminée sur la base de données du marché. La valeur de marché correspond au montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Immeubles de placement

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers dans une optique patrimoniale. Ces actifs sont présentés sous la rubrique « Immeubles de placement » dans le bilan consolidé en application de la norme IAS 40 et comptabilisés au coût historique et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité probable (40 ans); cet amortissement est constaté par le biais du compte de résultat.

Contrats de location – le Groupe comme preneur

Le Groupe évalue si un contrat est, ou contient un contrat de location à la date de passation du contrat. Un contrat est, ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsqu'un contrat est, ou contient un contrat de location, le Groupe comptabilise chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat.

Au début du contrat de location, le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative, sauf pour les contrats de location à court terme. Les paiements de loyers associés à ces contrats, dont la durée est égale ou inférieure à douze mois, sont enregistrés en charge dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative correspond initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés, escomptés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou au taux d'emprunt marginal le cas échéant. Les paiements de loyers comprennent entre autres les paiements fixes, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les garanties de valeur résiduelle ainsi que le prix d'exercice d'options d'achat si le Groupe a la certitude raisonnable de les exercer, ou les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location le cas échéant. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'obligation locative est réévaluée en cas de changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements, en cas de variation des paiements au titre de la garantie de valeur résiduelle ou en cas de changement d'appréciation de l'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lors de la réévaluation de l'obligation locative, un ajustement correspondant est enregistré à l'actif au titre du droit d'utilisation ou au compte de résultat si la valeur de l'actif au titre du droit d'utilisation a déjà été ramenée à zéro. Les obligations locatives sont présentées au bilan séparément des autres passifs.

L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué au coût comprenant le montant initial de l'obligation locative, les coûts directs initiaux et une estimation des coûts de remise en état, réduits de tous les avantages incitatifs à la location reçus. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location et la durée de vie utile de l'actif sous-jacent. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés au bilan séparément des autres actifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée de l'amortissement cumulé et, si nécessaire, d'une dépréciation pour perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation estimée sauf si cette durée est indéfinie. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation estimée est indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- | | |
|--|---------------------|
| ○ Logiciels : | entre 3 et 5 ans |
| ○ Relation clientèle : | durée contractuelle |
| ○ Autres immobilisations incorporelles : | entre 3 et 5 ans |
| ○ Fonds de commerce : | indéfinie |
| ○ Ecart d'acquisition : | indéfinie |

Pertes de valeur des actifs non financiers

Les actifs non financiers sont examinés à chaque date de bilan afin de déterminer s'il existe des indices révélant une perte de leur valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable des actifs est estimée. Pour déterminer la valeur recouvrable, le Groupe utilise des données de marché, et lorsque ces dernières ne sont pas disponibles ou fiables, des techniques d'actualisation de flux de trésorerie futurs.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, la valeur recouvrable est estimée respectivement à chaque date de bilan qu'il y ait un indice révélant une perte de valeur ou non.

Une perte de valeur est constatée dans le compte de résultat dès lors que la valeur comptable d'un actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une unité génératrice de trésorerie tout d'abord en réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités) et ensuite, aux autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité (le groupe d'unités).

Les pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures pour des actifs non financiers, autres que les écarts d'acquisitions, sont revues annuellement et reprises si nécessaire.

Actifs financiers

En cas d'achat ou de vente ordinaire d'actifs financiers, la date de transaction est retenue pour la comptabilisation initiale et la dé-comptabilisation subséquente.

Les créances sont initialement évaluées à leur prix de transaction si elles ne comportent pas une composante de financement importante. Les autres actifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur, augmentée, dans le cas d'un actif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de cet actif financier.

Tous les actifs financiers comptabilisés sont ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, en fonction à la fois :

- du modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers ;
- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le coût amorti d'un actif financier est la valeur qui lui est attribuée lors de sa comptabilisation initiale, diminuée des remboursements en principal, majorée ou diminuée de l'amortissement cumulé, calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre cette valeur initiale et la valeur à l'échéance et ajustée au titre de la correction de valeur pour pertes, le cas échéant.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les futures entrées de trésorerie, estimées sur la durée de vie attendue d'un actif, de manière à obtenir exactement la valeur comptable brute de l'actif financier.

Les clients et autres créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déduction faite d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs financiers sont présentés dans l'actif courant à l'exception de ceux qui ont une échéance supérieure à douze mois après la date de clôture du bilan qui sont présentés dans l'actif non courant sous la rubrique « Autres actifs financiers ». Dans l'actif courant, les clients et autres créances comprennent, outre les créances de courtages, les créances liées aux activités de teneur de comptes et les créances liées aux activités en principal. Les dépôts bancaires à court terme qui ont une maturité supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition sont évalués au coût amorti et présentés au bilan dans la rubrique « Actifs financiers évalués au coût amorti ».

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et que les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres, qui n'est ni détenu à des fins de transaction ni une contrepartie éventuelle comptabilisée par un acquéreur dans un regroupement d'entreprises. Les dividendes reçus sur ces placements sont enregistrés dans le compte de résultat. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé au bénéfice au bilan dans les capitaux propres.

Les autres instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net tout comme les instruments financiers dérivés sauf si l'instrument dérivé est désigné comme instrument de couverture efficace.

Juste valeur

La juste valeur des actifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours acheteur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

Activité de teneur de comptes

Certaines sociétés du Groupe exercent une activité de teneur de comptes au cours de laquelle elles reçoivent des dépôts de la part de leur clientèle, qu'elles déposent à leur tour auprès d'organismes de compensation afin d'assurer la bonne fin des opérations menées par leur clientèle. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités de courtage en ligne sur opérations de change, certaines sociétés du Groupe reçoivent des dépôts de la part de leurs clients, qu'elles déposent à leur tour auprès de leurs banques compensatrices. Les créances et dettes liées à cette activité sont présentées au bilan à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ».

Activité en principal

Certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont débouclées lorsque les deux opérations de la transaction sont réglées ; le règlement effectué d'une part et la livraison des titres d'autre part (délai technique de règlement – livraison).

Afin de refléter la substance de ces transactions, ces dernières sont constatées à la date de livraison. Les montants à recevoir et à payer aux contreparties découlant des transactions en cours de livraison ayant dépassé le délai de livraison prévu sont présentés au bilan en valeur brute à l'actif dans la rubrique « Clients et autres créances » et au passif dans la rubrique « Fournisseurs et autres créanciers ». Les montants à recevoir et à payer aux contreparties pour les transactions dont la livraison est prévue dans le cadre normal des affaires sont présentés en note 28.

Dépréciation des actifs financiers

La perte de valeur d'un actif financier évalué au coût amorti est calculée suivant le modèle des pertes de crédit attendues. Pour les créances de courtage, la correction de valeur pour pertes est évaluée au montant des pertes de crédit attendues sur la durée de vie de la créance. La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat, sauf pour les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Dans ce cas, la correction de valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise de façon ponctuelle des instruments financiers dérivés principalement pour gérer les risques de change auxquels il est confronté dans le cadre de ses opérations. Ces instruments financiers dérivés consistent principalement en des contrats de change à terme et options sur devises.

Les instruments financiers sont initialement constatés à leur coût d'acquisition. Par la suite, tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, soit la valeur de marché pour les instruments cotés en bourse soit une estimation selon des modèles de valorisation couramment utilisés pour les instruments non cotés. Les variations de juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées au compte de résultat.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants comprennent principalement les charges payées d'avance imputables au prochain exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se compose de la caisse et des dépôts bancaires à vue alors que les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts bancaires à court terme et les placements monétaires à court terme dont l'échéance, à partir de la date d'acquisition, est égale ou inférieure à trois mois. Les placements monétaires à court terme sont constitués d'instruments de trésorerie négociables à court terme tels que les titres d'Etat ou des fonds d'investissement monétaires. Ceux-ci sont valorisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes sur ces titres, réalisés et non réalisés, sont comptabilisés directement au compte de résultat. Les découverts bancaires sont présentés avec les dettes bancaires à court terme.

Les découverts bancaires remboursables sur demande sont inclus dans la trésorerie et équivalents de trésorerie dans le cadre du tableau des flux de trésorerie.

Capitaux propres

Toutes les actions émises sont des actions au porteur et sont présentées dans les capitaux propres.

Les actions propres sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition et portées en diminution des capitaux propres consolidés. Lors de cessions ultérieures, la plus ou moins-value n'a pas d'effet sur le résultat mais est enregistrée comme apport ou réduction aux réserves provenant de primes d'émission.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur diminuée, dans le cas d'un passif financier non évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'émission de ce passif financier. Ils sont ultérieurement évalués coûts amortis, à l'exception notamment des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. L'évaluation ultérieure de ces passifs est effectuée à la juste valeur. C'est le cas des instruments financiers dérivés.

Juste valeur

La juste valeur des passifs financiers qui sont traités sur un marché actif est déterminée par référence au cours vendeur à la date d'évaluation. Si un marché actif n'est pas disponible, la juste valeur est estimée par l'application d'une technique de valorisation appropriée. De telles techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes, de la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou les modèles de valorisation des options.

Provisions

Une provision est constatée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés au titre de laquelle il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation, estimée en utilisant un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Produits différés

Les produits différés comprennent les produits encaissés d'avance afférents aux prochains exercices.

Engagements envers le personnel

Selon les pays où le Groupe est implanté et en fonction des réglementations en vigueur localement en matière de prestations de retraite, il a été mis en place des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies donnent lieu à des versements par les employés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraite. Les versements par des sociétés du Groupe sont constatés dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont exigibles.

Les obligations du Groupe liées aux régimes à prestations définies sont évaluées chaque année, en valeur actuarielle, par des experts indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon le pays dans lequel le régime est situé.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications des hypothèses à long terme (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, etc.) et de la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes. Ceux-ci sont enregistrés intégralement dans les autres éléments du résultat global.

La charge des prestations comptabilisée au compte de résultat comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les intérêts nets sur les engagements nets des régimes à prestations définies.

Les autres engagements de retraites, tels que les indemnités de départs, font également l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées et sont intégralement provisionnés.

Paiements fondés sur des actions

Des options de souscription d'actions sont octroyées aux membres de la Direction Générale ainsi qu'à des collaborateurs du Groupe, leur conférant ainsi le droit de recevoir des actions au terme de la période d'acquisition des droits. L'octroi et les conditions de participation des collaborateurs sont définis par le Conseil d'administration. Lors de l'exercice de leurs options de souscriptions, de nouvelles actions sont créées par l'utilisation du capital conditionnel (cf. note 19).

La juste valeur des options de souscription consenties est reconnue en tant que charge de personnel avec, en contrepartie, une augmentation des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution des options de souscription et amortie sur la période d'acquisition des droits. La juste valeur des options de souscriptions octroyées est déterminée par un expert indépendant en recourant au modèle de valorisation binomial et en prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

A chaque date de clôture, le Groupe révisé ses estimations du nombre d'options sur actions qui seront exercées dans un futur proche. L'impact de cette révision est comptabilisé au compte de résultat avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de la réserve pour options de souscription d'actions au compte de prime d'émission.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe sont présentés en note annexe aux états financiers.

Événements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs à la date de clôture sont les événements qui se produisent entre la date de clôture et la date d'approbation des comptes consolidés.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée afin de refléter les événements postérieurs à la date de clôture qui contribuent à confirmer des situations qui existaient à la date de clôture. Les événements

postérieurs à la date de clôture qui indiquent des situations apparues postérieurement à la date de clôture sont présentés en note aux comptes consolidés lorsque significatifs.

Nouvelles normes et interprétations

Le Conseil des standards comptables internationaux (IASB) a publié certaines normes et amendements de norme qui n'ont pas toutes été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2021 et dont la date d'entrée en vigueur pour le Groupe est postérieure à la date des comptes consolidés. Ceux-ci n'ont donc pas été appliqués par anticipation pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2021.

Normes, interprétations ou amendements adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 37 (modifications)	- Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1 ^{er} janvier 2022
Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	- Améliorations annuelles (2018-2020) des IFRS	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 17	- Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023

Normes, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Norme	Nom	Entrée en vigueur
IAS 1 (modifications)	- Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants	1 ^{er} janvier 2023
IAS 8 (modifications)	- Définition d'une estimation comptable	1 ^{er} janvier 2023
IAS 1 (modifications)	- Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 ^{er} janvier 2023
IAS 12 (modifications)	- Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	1 ^{er} janvier 2023

Le Groupe prévoit que l'adoption des autres normes et amendements ci-dessus n'aura pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe lors de la première application.

Notes aux comptes consolidés

1. Information sectorielle

La structure d'organisation interne et de gestion de VIEL & Cie, et son système d'information financière permettant l'élaboration des rapports à l'attention de la Direction générale et du Conseil d'administration, sont fondés sur une approche métier en premier lieu, déclinée pour chaque pôle d'activité du Groupe.

Les trois segments d'activité retenus par VIEL & Cie pour son information de gestion, qui présentent des profils de risques et de rentabilité globalement homogènes, sont l'intermédiation professionnelle autour de la participation dans Compagnie Financière Tradition, la bourse en ligne avec Bourse Direct, et la banque privée au travers de SwissLife Banque Privée.

Au niveau secondaire, les activités du Groupe sont regroupées par zones géographiques : l'Europe Moyen Orient et Afrique, les Amériques et la zone Asie-Pacifique. Les activités menées par le Groupe en Afrique et en Amérique latine ont été regroupées respectivement au sein des zones Europe et Etats-Unis, dans la mesure où elles sont supervisées opérationnellement par les responsables de ces zones et ne représentent pas, individuellement, un poids significatif (moins de 2 % des revenus du Groupe).

L'approche géographique retenue repose sur la localisation des bureaux, et ainsi des équipes opérationnelles, et non sur la localisation géographique des clients, la rentabilité d'une activité d'intermédiation étant fondée avant tout sur les caractéristiques d'un marché local, notamment en termes de pression concurrentielle ou de niveau des rémunérations et autres dépenses opérationnelles. La répartition des revenus consolidés par destination -localisation géographique de ses clients- n'est toutefois pas sensiblement différente de la répartition par implantation géographique.

Les actifs sectoriels ne sont pas inclus dans les rapports de gestion à l'attention de la Direction générale mais sont néanmoins présentés ci-dessous.

Les produits, charges d'exploitation et actifs sectoriels sont alloués intégralement aux pôles sectoriels, à l'exception de quelques éléments de résultat ou d'actifs et de passifs afférents exclusivement au fonctionnement des sociétés « holdings » du Groupe et présentés distinctement à titre d'éléments non alloués. Par ailleurs, certains éléments considérés comme exceptionnels tels que des plus ou moins-values sur cession de filiales ou sociétés associées, des amortissements d'immobilisations incorporelles ou charges de restructuration sont exclus du résultat d'exploitation sectoriel.

Les principes comptables appliqués pour évaluer le résultat d'exploitation sectoriel sont identiques à ceux appliqués aux comptes consolidés.

Informations par secteur d'activité

en milliers d'euros							
En 2021	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	809 135	45 919			855 054	-	855 054
Charges d'exploitation (1)	-741 336	-35 957		-140	-777 433	-	-777 433
Résultat d'exploitation sectoriel	67 799	9 962	-	-140	77 621	-	77 621
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-		-	-	-3 975	-3 975
Résultat d'exploitation	67 799	9 962	-	-140	77 621	-3 975	73 645
Résultat des participations mise en équivalence	20 915		5 618		26 533	-179	26 354
Résultat financier	-9 984	27		-11	-9 968	-124	-10 092
Résultat avant impôts	78 730	9 989	5 618	-151	94 186	-4 278	89 908
Impôts sur les bénéfices	-12 499	-2 657			-15 156	195	-14 961
Résultat net	66 231	7 332	5 618	-151	79 031	-4 083	74 948

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe

en milliers d'euros							
En 2020	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Chiffre d'affaires	843 649	44 473			888 122	-	888 122
Charges d'exploitation (1)	-765 032	-35 238		-202	-800 471	-	-800 471
Résultat d'exploitation sectoriel	78 617	9 235	-	-202	87 651	-	87 651
Produits/ Charges non alloués (2)	-	-		-	-	-4 033	-4 033
Résultat d'exploitation	78 617	9 235	-	-202	87 651	-4 033	83 617
Résultat des participations mise en équivalence	16 011		2 948		18 960	-187	18 773
Résultat financier	-13 423	55		-24	-13 391	-2 766	-16 157
Résultat avant impôts	81 206	9 290	2 948	-225	93 219	-6 986	86 233
Impôts sur les bénéfices	-11 514	-3 033			-14 547	-85	-14 632
Résultat net	69 692	6 257	2 948	-225	78 672	-7 071	71 601

(1) Charges nettes des autres produits d'exploitation et incluant les amortissements

(2) Produits/Charges nets afférents aux holdings du Groupe

Actifs sectoriels

Les actifs sectoriels se répartissent de la sorte :

En 2021	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
Actifs sectoriels	1 416 932	1 377 761	-	2 484	2 797 176		2 797 176
Participations dans sociétés associées	144 638		54 751		199 389	1 229	200 619
Actifs non alloués (3)	-	-	-	-	-	149 673	149 673
Total Actif	1 561 570	1 377 761	54 751	2 484	2 996 566	150 903	3 147 469

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

en milliers d'euros	Intermédiation professionnelle	Bourse en ligne	Banque Privée	Immobilier et autres activités	Total	Contribution des holdings	Total
En 2020							
Actifs sectoriels	946 367	1 214 119	-	2 399	2 162 885		2 162 885
Participations dans sociétés associées	135 676	-	50 602	-	186 279	1 056	187 335
Actifs non alloués (3)	-	-	-	-	-	63 915	63 915
Total Actif	1 082 043	1 214 119	50 602	2 399	2 349 163	64 972	2 414 135

(3) Actifs afférents aux holdings du Groupe

Informations par secteur géographique

En 2021	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
Chiffre d'affaires	412 965	235 436	206 653	855 054
Actifs non courants	145 182	33 902	15 078	194 163

En 2020	Activités poursuivies			Total
	Europe, Moyen Orient et Afrique	Amérique	Asie-Pacifique	
<i>en milliers d'euros</i>				
Chiffre d'affaires	433 548	243 254	211 320	888 122
Actifs non courants	136 149	36 946	17 263	190 357

La zone Europe est principalement constituée des activités du Groupe à Londres. Aux Etats-Unis, les activités sont essentiellement développées à partir de New York et en Asie à partir de Tokyo.

Les actifs non courants comprennent uniquement les immobilisations corporelles et incorporelles.

Information concernant les clients importants :

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires pour les exercices 2021 et 2020.

2. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2021	2020
Plus- / (moins-)values sur cession d'actifs immobilisés	-8	184
Plus-values sur cessions de sociétés	12 112	79
Autres produits d'exploitation	2 564	2 960
TOTAL	14 668	3 223

En 2021, la rubrique « Plus-values sur cessions de sociétés » est constituée principalement d'écarts de conversions cumulés sur les actifs nets de filiales aux Etats-Unis qui ont été liquidées durant l'exercice.

3. Autres charges d'exploitation

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	2021	2020
Charges de télécommunication et d'information financière	55 325	55 229
Charges de voyages et de représentation	16 103	13 605
Honoraires professionnels	13 292	22 772
Charges locatives et de maintenance	7 813	6 908
Autres charges d'exploitation	56 314	48 276
TOTAL	148 848	146 790

4. Résultat financier net

Cette rubrique se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020
Produits d'intérêts	924	1 859
Produits des titres de participation	1 175	64
Plus-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	1 687	881
Plus-values sur cession de titres de participation	144	7
Gains de change	3 007	3 084
Variation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente transférée des capitaux propres	-	-
Autres produits financiers	3	316
Produits financiers	6 940	6 210
Charges d'intérêts	-9 420	-10 169
Moins-values sur actifs financiers évalués à la juste valeur	-1 153	-1 310
Pertes de change	-3 957	-8 099
Charges financières sur contrats location financement	-2 422	-2 772
Autres charges financières	-82	-17
Charges financières	-17 033	-22 367
Résultat financier net	-10 092	-16 157

5. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt de l'exercice se compose des éléments suivants :

en milliers d'euros	2021	2020
Charge d'impôts courants	15 928	14 451
Charges / (Produits) d'impôts différés	-968	181
Impôts sur le bénéfice	14 961	14 632

L'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition normatif de VIEL & Cie peut s'analyser comme suit :

	2021		2020	
	%	En milliers d'euros	%	En milliers d'euros
Résultat avant impôts		89 908		86 234
Ajustement de la quote-part des sociétés associées et coentreprises		-26 355		-18 774
Résultat avant impôts et quote-part dans le résultat des sociétés associées et coentreprises		63 554		67 460
Taux d'imposition normatif	22,64%	14 387	21,85%	14 748
<u>Effet fiscal des éléments suivants :</u>				
Consommation de reports déficitaires non valorisés	-0,30%	-188	-0,94%	-633
Déficits de l'exercice non valorisés	2,55%	1 619	1,93%	1 305
Charge d'impôt des minoritaires pour les sociétés fiscalement transparentes et intégrées globalement	-1,19%	-759	-1,56%	-1 051
Effet fiscal des produits non imposables	-5,67%	-3 604	-1,54%	-1 039
Effet fiscal des charges non déductibles	4,73%	3 005	3,38%	2 277
Pertes fiscales non comptabilisées précédemment	-	-	-	-
Variation du taux d'impôt	-0,06%	-39	0,17%	116
Impôts concernant les exercices antérieurs	0,49%	311	-1,66%	-1 118
Divers	0,36%	228	0,04%	27
Taux d'imposition effectif du Groupe	23,54%	14 961	21,69%	14 632

La rubrique « Charges non déductibles » comprend essentiellement des frais de représentation considérés comme non déductibles fiscalement dans certains pays.

Le taux moyen d'imposition consolidé normatif de VIEL & Cie est calculé comme la moyenne pondérée des taux d'imposition en vigueur dans les différentes juridictions fiscales où ses filiales sont présentes.

Celui-ci varie d'un exercice à l'autre en fonction du poids relatif de chaque entité individuelle dans le résultat avant impôts du Groupe, ainsi que des changements de taux d'imposition des filiales opérationnelles.

Des impôts différés ont été comptabilisés sur les autres éléments du résultat global comme suit :

en milliers d'euros	2021	2020
Ecart actuariels des régimes à prestations définies	628	-1 033
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Actifs financiers disponible à la vente	-22	78
Autres	-	-
Total charges / (produits) d'impôts différés	606	-955

Des impôts ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres comme suit :

en milliers d'euros

	2021	2020
Impôts courants relatifs à l'exercice d'options de souscriptions d'actions	-1 554	-928
Impôts différés relatifs à l'octroi d'options de souscriptions d'actions	-1 267	829
Total charges / (produits) d'impôts	-2 821	-98

Les impôts différés ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	01.01.2021	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Écarts de conversion	31.12.2021
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	1 713	156	-	-	-	89	1 958
Immobilisations incorporelles	833	35	-	-	-	95	963
Reports fiscaux déficitaires	14 485	-146	-	-	-	1 298	15 637
Provisions et charges à payer	13 024	84	-656	1 267	-	313	14 032
Obligations locatives	14 607	-1 502	-	-	-	1 041	14 146
Autres	4 832	168	-	-	-	376	5 376
Total	49 494	-1 205	-656	1 267	-	3 212	52 112
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	744	-342	-	-	-	48	451
Immobilisations incorporelles	2 440	-951	-	-	-	198	1 688
Actifs liés au droit d'utilisation	11 948	-915	-	-	-	810	11 843
Autres	7 020	844	-23	-	-	416	8 257
Total	22 152	-1 363	-23	-	-	1 473	22 239
Total impôts différés nets	27 342	158	-633	1 267	-	1 739	29 873

Présenté au bilan comme suit :

Impôts différés actifs	29 165	30 861
Impôts différés passifs	1 823	988
Net	27 342	29 873

Au 31 décembre 2021, le Groupe présente séparément les impôts différés actifs et passifs résultants des différences temporelles relatives aux contrats de location.

En milliers d'euros	01.01.2020	Enregistrés au compte de résultat	Enregistrés dans les autres éléments du résultat global	Enregistrés dans les capitaux propres	Reclassements	Écarts de conversion	31.12.2020
Impôts différés actifs							
Immobilisations corporelles	1 570	226	-	-	-	-83	1 713
Immobilisations incorporelles	1 114	-200	-	-	-	-81	833
Reports fiscaux déficitaires	14 616	830	-	-	-	-961	14 485
Provisions et charges à payer	12 286	1 269	1 029	-829	-	-731	13 024
Obligations locatives	15 483	87	-	-	-	-963	14 607
Autres	8 327	-867	-	-	-4 202	1 573	4 832
Total	37 913	1 346	1 029	-829	- 4 202	-1 246	49 494
Impôts différés passifs							
Immobilisations corporelles	633	168	-	-	-	-57	744
Immobilisations incorporelles	1 762	876	-	-	-	-197	2 440
Actifs liés au droit d'utilisation	13 311	-523	-	-	-	-840	11 948
Autres	6 484	832	78	-	-	-374	7 020
Total	8 879	1 353	78	-	-	-1 469	22 152
Total impôts différés nets	29 034	-7	952	-829	- 4 202	223	27 342

Présenté au bilan comme suit :

Impôts différés actifs	30 866	29 165
Impôts différés passifs	1 832	1 823
Net	29 034	27 342

Au 31 décembre 2021, les impôts différés actifs non enregistrés s'élèvent à € 21 060 000 (2020 : € 20 092 000) et sont relatifs à des reports fiscaux déficitaires qui n'ont pas été activés en raison de l'historique de pertes récentes des sociétés concernées.

Les pertes fiscales pour lesquelles aucun impôt différé actif n'est comptabilisé expirent comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020
A moins d'un an		
Entre un et cinq ans	1 602	2 438
Supérieur à cinq ans	6 050	4 944
Durée illimitée	46 376	43 380
Total	54 027	50 762

Les pertes fiscales à durée illimitée incluent un montant de € 2 704 000 (2020 : € 2 692 000) qui peut être utilisé uniquement à l'encontre de gains en capitaux.

6. Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net - part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen des actions propres détenues par le Groupe.

Le résultat dilué par action résulte de la division entre, au numérateur, le résultat net - part du Groupe corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des actions propres.

Les éléments de calcul retenus pour la détermination du résultat par action de VIEL & Cie sont détaillés ci-après :

Résultat de base	2021	2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	50 960	48 928
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	70 882 801	71 622 968
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 441 791	5 528 523
Résultat de base par action (en euro)	0,78	0,74
Résultat dilué	2021	2020
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	50 960	48 928
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	70 882 801	71 622 968
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions et des attributions gratuites d'actions	518 000	568 137
Nombre moyen d'actions autodétenues	5 441 791	5 528 523
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le résultat dilué par action	65 959 010	66 662 582
Résultat dilué par action (en euro)	0,77	0,73

7. Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2021 en milliers d'euros	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2021	-	49 981	58 477	3 206	111 664
Variation de périmètre	-	401	145	51	597
Acquisitions de l'exercice	-	1 184	2 083	36	3 302
Cessions – mises au rebut	-	-515	-370	0	-885
Reclassement	-	-	561	897	1 458
Ecarts de conversion	-	2 964	2 613	135	5 712
Valeur brute au 31 décembre 2021	-	54 015	63 509	4 325	121 849
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2021	-	-35 419	-50 115	-580	-86 114
Variation de périmètre	-	-282	-130	-36	-448
Amortissements de l'exercice	-	-3 121	-3 975	-72	-7 169
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	511	370	0	881
Reclassement	-	-	1	-	1
Ecarts de conversion	-	-2 133	-2 330	-10	-4 473
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-	-40 446	-56 179	-698	-97 323
Valeur nette au 31 décembre 2021	-	13 569	7 330	3 627	24 526

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros	Terrains et construction	Agencements et installations	Informatique et téléphonie	Autres immos corporelles	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2020	-	51 432	58 344	2 903	112 679
Variation de périmètre	-	149	64	69	282
Acquisitions de l'exercice	-	1 324	3 506	843	5 673
Cessions – mises au rebut	-	-162	-1 194	-190	-1 546
Reclassement	-	-	400	-400	-
Ecarts de conversion	-	-2 762	-2 643	-18	-5 423
Valeur brute au 31 décembre 2020	-	49 981	58 477	3 206	111 664
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2020	-	-33 505	-49 025	-696	-83 226
Variation de périmètre	-	-30	-30	-39	-99
Amortissements de l'exercice	-	-3 723	-4 441	-48	-8 212
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-
Cessions – mises au rebut	-	138	1 174	186	1 498
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	1 701	2 206	18	3 925
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2020	-	-35 419	-50 115	-580	-86 114
Valeur nette au 31 décembre 2020	-	14 562	8 362	2 626	25 550

Immeubles de placement

Une filiale de VIEL & Cie détient un ensemble de biens immobiliers pour un investissement initial total de € 6 289 000.

Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la norme IAS 40, et ont connu les variations suivantes au cours de l'exercice 2021 :

	Au 31 décembre 2020	2 304
Acquisitions		-
Cessions		-
Amortissements		-132
Reclassements		-
Réévaluations d'immobilisation		-
Ecart de conversion		185
	Au 31 décembre 2021	2 357

Au 31 décembre 2021, l'amortissement cumulé de ces actifs est de € 1 484 000.

Les produits locatifs perçus en 2021 s'élèvent à €124 000 contre € 132 000 de charges opérationnelles directes.

8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2020 en milliers d'euros	Fonds de commerce	Logiciels	Ecart d'acquisition	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2020	14 091	92 369	81 215	57 888	4 864	250 427
Variation de périmètre	-	195	1 349	-	-	1 543
Acquisitions de l'exercice	-	3 667	-	-	666	4 334
Cessions - mises au rebut	-	-1 687	-	-	-7	-1 694
Reclassement	-	0	-	-	-	0
Ecart de conversion	-82	-4 532	24	-4 767	-160	-9 516
Valeur brute au 31 décembre 2020	14 009	90 012	82 588	53 121	5 363	245 095
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2020	-179	-72 067	-898	-57 888	-2 298	-133 331
Variation de périmètre	-	-130	-	-	-	-130
Amortissements de l'exercice	-	-6 390	-	-	35	-6 355
Perte de valeur de l'exercice	-2	0	-	-	-	-2
Cessions - mises au rebut	-	1 683	-	-	-	1 683
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	15	3 661	-4	4 767	59	8 497
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2020	-166	-73 243	-902	-53 121	-2 204	-129 637
Valeur nette au 31 décembre 2020	13 843	16 769	81 686	0	3 159	115 457

Au 31 décembre 2021 en milliers d'euros	Fonds de commerce	Logiciels	Ecart d'acquisition	Relation clientèle	Autres immos incorporelles	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2021	14 009	90 012	82 588	53 121	5 363	245 095
Variation de périmètre	-	549	6 045	-	8	6 602
Acquisitions de l'exercice	1 293	4 106	-	-	837	6 237
Cessions - mises au rebut	-	-994	-	-54 888	-58	-55 940
Reclassement	-1 285	-	1 285	-	-10	-10
Ecart de conversion	-8	4 381	804	1 767	30	6 974
Valeur brute au 31 décembre 2021	14 009	98 055	90 723	0	6 170	208 957
Amortissement cumulé et perte de valeur au 1^{er} janvier 2021	-166	-73 243	-902	-53 121	-2 204	-129 637
Variation de périmètre	-	-465	-	-	-	-465
Amortissements de l'exercice	-	-5 807	-	-	-287	-6 094
Perte de valeur de l'exercice	-	-	-	-	-	0
Cessions - mises au rebut	-	995	-	54 888	-	55 883
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-14	-3 591	-42	-1 767	17	-5 397
Amortissement cumulé et perte de valeur au 31 décembre 2021	-180	-82 112	-944	0	-2 474	-85 709
Valeur nette au 31 décembre 2021	13 829	15 943	89 779	-	3 697	123 247

Les écarts d'acquisition se présentent comme suit au 31 décembre 2021 :

en milliers d'euros	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Bourse Direct	32 774	-	32 774	31 489	-	31 489
Carax	3 864	-	3 864	3 864	-	3 864
Compagnie Financière Tradition	25 968	-	25 968	25 968	-	25 968
TFS	14 575	-	14 575	13 939	-	13 939
E-VIEL	3 833	-	3 833	3 833	-	3 833
Exoe	6 045	-	6 045	-	-	-
Autres	3 662	-942	2 720	3 494	-901	2 593
Total inclus dans les immobilisations incorporelles	90 721	-942	89 779	82 587	-901	81 686
Total inclus dans les participations dans les sociétés associées et coentreprises (cf. note 9)	25 714	-	25 714	25 734	-	25 734
Total des écarts d'acquisition	116 435	-942	115 493	108 321	-901	107 420

Une participation majoritaire a été acquise en 2021 dans la société Exoé, rattachée au pôle Bourse en ligne.

Tests de dépréciation

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) sont définies par l'ensemble des activités des entités ayant généré ces écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition constatés au bilan de VIEL & Cie ont fait l'objet de tests de dépréciation. La valeur recouvrable est estimée selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs des activités afférentes à chacun de ces écarts d'acquisition. Sur la base de prévisions d'exploitation établies sur 5 ans, le flux de trésorerie normatif est actualisé afin de déterminer la valeur de l'activité sous-jacente par rapport aux écarts d'acquisition constatés. Des taux d'actualisation de 6,5 % à 10,97 % (2020 : 6,6 % à 8,5 %) ont été retenus dans le cadre de ces évaluations afin de refléter le risque présent sur chacun des marchés. Ces taux incluent également une prime de risque complémentaire en raison de la sensibilité de cette hypothèse dans l'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Par ailleurs, des taux de croissance de 0,0 % à 2,0 % (2020 : 0,0 % à 2,0 %) ont été utilisés pour extrapoler les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les prévisions d'exploitation sur la base de l'expérience passée et en fonction du marché dans lequel ces sociétés sont présentes.

Les différentes hypothèses retenues dans le cadre de l'actualisation des flux de trésorerie futurs des principales unités génératrices de trésorerie (UGT) sont les suivantes :

en %	Taux d'actualisation		Taux de croissance	
	2021	2020	2021	2020
Pôle Inter médiation professionnelle				
Compagnie Financière Tradition et TFS	6,50%	6,60%	1,00%	1,00%
Autres	6,5% - 8,8 %	6,6% - 8,5 %	0,00 % à 1,00 %	0,00 % à 1,00 %
Pôle Bourse en ligne				
Bourse Direct	10,97%	10,69%	2,00%	2,00%
E-VIEL	10,97%	10,69%	2,00%	2,00%

Les évaluations obtenues par l'utilisation de cette méthode sont supérieures aux valeurs comptables et par conséquent aucune perte de valeur n'a été constatée sur les écarts d'acquisition en 2021 et 2020.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de ces deux hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

Pour le pôle de bourse en ligne, cette méthode comprend également d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, le taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés varie entre 1 % et 5 % selon l'échéance. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de ces dernières hypothèses est plus importante

mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

9. Participations dans les sociétés associées et co-entreprises

Cette rubrique comprend la quote-part des sociétés associées et co-entreprises détenue par VIEL & Cie ou ses filiales opérationnelles, consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Le détail des sociétés consolidées selon cette méthode est présenté en note 32.

La variation des participations dans les sociétés associées et les co-entreprises se présente comme suit :

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1er janvier 2021	75 849	111 492	187 336
Résultat net de la période	12 091	14 263	26 355
Dividendes distribués	-5 464	-8 615	-14 079
Autres éléments du résultat global	-407	-	-407
Ecart de conversion	2 398	-985	1 413
Au 31 décembre 2021	84 467	116 156	200 618

en milliers d'euros	Sociétés associées	Coentreprises	Total
Au 1er janvier 2020	71 653	115 421	187 070
Résultat net de la période	9 503	9 271	18 774
Dividendes distribués	-3 636	-9 412	-13 048
Autres éléments du résultat global	-1 332	-	-1 332
Ecart de conversion	-339	-3 789	-4 128
Au 31 décembre 2020	75 849	111 492	187 336

Sociétés associées

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales sociétés associées se présentent comme suit :

Au 31 décembre 2021 :

	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
En milliers d'euros					
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	9 166	5 166	28 006		
Actif courant	50 327	77 129	3 130 783		
Passif non courant	1 113	558	5 666		
Passif courant	29 172	28 852	3 025 920		
Actif net	29 207	52 885	127 203		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	9 463	17 452	54 314	1 574	
- Ecart d'acquisition	-	-	437	1 227	
Valeur comptable au 31 décembre	9 463	17 452	54 751	2 801	84 468
Chiffre d'affaires	27 778	66 755	72 117		
Résultat net de l'exercice	-2 529	21 473	14 046	469	
Autres éléments du résultat global	-1 256	-	-		
Résultat global de l'exercice	-3 786	21 473	14 046	469	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	-820	7 086	5 618	206	12 091
- les autres éléments du résultat global	-407	-	-	-	-407
-le résultat global	-1 227	7 086	5 618	206	11 684
Dividendes versés au Groupe	-	3 983	1 469	12	5 464

Au 31 décembre 2020 :

	Capital Markets Holding SA	PingAn Tradition International Money Broking Company Ltd	SwissLife Banque privée	Autres sociétés associées	Total
En milliers d'euros					
Lieu d'activité	Madrid	Shenzhen	Paris		
Pourcentage de détention	32,4%	33,0%	40,0%		
Actif non courant	13 237	4 680	30 082		
Actif courant	54 840	55 212	2 269 607		
Passif non courant	1 412	1 195	23 420		
Passif courant	34 972	19 875	2 159 439		
Actif net	31 693	38 822	116 830		
Quote-part du groupe dans :					
- dans l'actif net	10 269	12 811	50 165	961	
- Ecart d'acquisition	-	-	437	1 207	
Valeur comptable au 31 décembre	10 269	12 811	50 602	2 168	75 850
Chiffre d'affaires	30 732	53 578	53 073		
Résultat net de l'exercice	1 707	17 827	7 371	96	
Autres éléments du résultat global	-4 111	-	-		
Résultat global de l'exercice	-2 404	17 827	7 371	96	
Quote-part du Groupe dans :					
- le résultat net	553	5 882	2 948	119	9 503
- les autres éléments du résultat global	-1 332	-	-	-	-1 332
-le résultat global	-779	5 882	2 948	119	8 171
Dividendes versés au Groupe	-	3 627	-	9	3 636

Coentreprises

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires concernent essentiellement l'activité sur les options de change réalisée conjointement avec ICAP et Volbroker ainsi que l'activité de change auprès d'une clientèle de particuliers au Japon menée par l'intermédiaire de Gaitame.com Co., Ltd. Le contrôle conjoint est exercé sur cette société en vertu d'un pacte d'actionnaires. Par ailleurs, l'activité sur les options de change est réalisée principalement depuis Londres, New York et Singapour au travers de plusieurs sociétés qui ont été regroupées sous « Tradition-ICAP » dans le tableau ci-dessous et qui intègrent entre 25,0 % et 55,0 % des actifs et du résultat net de cette activité. Le Groupe détient un intérêt de 27,5 % dans les sociétés opérationnelles de Londres et New York par le biais de sociétés holding dans lesquelles le Groupe détient 55% du capital-actions mais exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel avec le partenaire.

Les informations financières résumées, avant élimination des comptes et opérations réciproques, des principales coentreprises se présentent comme suit :

Au 31 Décembre 2021

en milliers d'€	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
Lieu d'activité	Tokyo	Londres, New York, Singapour		
Pourcentage de détention	49,99%	25,0% - 55%		
Actif non courant	26 134	3 629		
Actif courant	914 419	39 590		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>130 680</i>	<i>27 082</i>		
Passif non courant	3 023	8 390		
Dont dettes financières	2 684	-		
Passif courant	786 552	11 170		
Dont dettes financières	984	-		
Actif net	150 978	23 658		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	75 060	10 298		
- Ecart d'acquisition	14 660	-	9 389	
Valeur comptable au 31 décembre	89 720	10 298	16 137	116 156
Chiffres d'affaires	62 543	49 484		
Amortissements	-2 228	-144		
Produits d'intérêts	8	45		
Charges d'intérêts	-38	-317		
Impôts sur le bénéfice	-8 978	-521		
Résultats net/global de l'exercice	19 497	7 624		
Quote-part du Groupe dans :				
- le résultat net/global	9 747	3 443	1 073	14 263
Dividendes versés au Groupe	7 076	644	895	8 615

Au 31 décembre 2021, les écarts d'acquisition totaux inclus dans la valeur comptable des coentreprises s'élèvent à € 24 049 000 (2020 : € 24 090 000).

Au 31 Décembre 2020

en milliers d'€

	Gaitame.com Co., Ltd	TFS-ICAP	Autres sociétés	Total
Lieu d'activité	Tokyo	Londres, New York, Singapour		
Pourcentage de détention	49,99%	25,0% - 55%		
Actif non courant	33 882	3 861		
Actif courant	862 361	34 557		
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>114 918</i>	<i>22 583</i>		
Passif non courant	573	10 100		
Dont dettes financières	224	59		
Passif courant	746 415	11 262		
Dont dettes financières	534	87		
Actif net	149 255	17 056		
Quote-part du groupe dans :				
- dans l'actif net	74 186	6 898		
- Ecart d'acquisition	15 110	-	8 980	
Valeur comptable au 31 décembre	89 296	6 898	15 280	111 474
Chiffres d'affaires	64 191	50 982		
Amortissements	-3 043	-137		
Produits d'intérêts	8	12		
Charges d'intérêts	-13	-224		
Impôts sur le bénéfice	-8 978	-487		
Résultats net/global de l'exercice	20 910	2 630		
Quote- part du Groupe dans :				
- le résultat net/global	8 964	-827	1 134	9 271
Dividendes versés au Groupe	7 701	956	755	9 412

10. Autres actifs financiers

En milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Prêts aux employés	4 009	4 061
Créances sur les parties liées (Cf. note 27)	8 200	8 045
Autres actifs financiers	-	-
TOTAL	12 209	12 106

Les prêts aux employés portent intérêt à un taux moyen de 1,50 % et ont une échéance moyenne de 30mois.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les autres actifs financiers est décrite en note 30.

11. Trésorerie non disponible

En milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Dépôts de liquidités ou de titres bloqués en garantie dans le cadre de l'activité de courtage	32 376	26 901
TOTAL	32 376	26 901

Outre ces dépôts de liquidités bloqués auprès de sociétés de compensation, tels qu'Euroclear ou le FICC (Fixed Income Clearing Corporation), certaines filiales sont soumises à des contraintes de capitaux propres fixées par leurs autorités de tutelle qui limitent la disponibilité ou la libre circulation de leurs liquidités au sein du Groupe.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie non disponible est décrite en note 30.

12. Clients et autres créances

Les clients et autres créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Créances liées aux activités teneurs de comptes	1 364 891	1 128 499
Créances liées aux activités en principal	435 861	159 686
Clients et comptes rattachés	173 098	146 144
Créances sur les employés	85 631	79 675
Créances sur les parties liées	7 874	5 457
Autres créances à court terme	22 116	20 967
TOTAL	2 089 470	1 540 428

Le poste des « Créances sur les employés » comporte des primes et bonus payés d'avance et conditionnés à la présence de l'employé durant la durée du contrat. Ainsi, la charge liée à ces primes et bonus est constatée en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les clients et autres créances est décrite en note 30.

13. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction se décomposent comme suit :

Non courant

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Actions	18 838	15 442
Total	18 838	15 442

Courant

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Actions	-	1
Dépôts bancaires à court terme	105	2
Total	105	3

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net est décrite en note 30.

14 a. Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose principalement des investissements suivants :

Non courant

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Actions	4 678	4 458
Other	-	12
Total	4 678	4 470

Ces titres de participation ne sont pas détenus à des fins de transactions. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est décrite en note 30.

14 b. Actifs financiers évalués au coût amorti.

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Dépôts bancaires à court terme	82 099	14 303
Total	82 099	14 303

Cette rubrique comprend des dépôts bancaires à court terme dont la maturité est supérieure à 3 mois à partir de la date d'acquisition. L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur les actifs financiers disponibles évalués au coût amorti est décrite en note 30.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Caisse et dépôts bancaires à vue	419 221	347 692
Dépôts bancaires à court terme	32 466	21 156
Placements monétaires à court terme	6 968	2 052
Trésorerie et équivalents de trésorerie au bilan	458 655	370 900
Trésorerie non disponible	32 376	26 901
Trésorerie et équivalents de trésorerie - actif	491 030	397 800
Découverts bancaires	-2 143	-7 826
Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie	456 511	363 073

La caisse et les dépôts bancaires à vue génèrent des intérêts à des taux variables basés sur les taux bancaires quotidiens. Les dépôts bancaires à court terme ont une maturité comprise entre une journée et trois mois selon les besoins en liquidités du Groupe et génèrent des intérêts sur la base des taux bancaires pour leur durée respective.

L'exposition du Groupe liée aux risques de crédit, de change et de taux d'intérêts sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est décrite en note 30.

16. Capital-actions, actions propres et réserves consolidées

Composition du capital

Au 31 décembre 2021 le capital social de VIEL & Cie est composé de 69 402 468 actions d'une valeur nominale de € 0,2 soit un capital de € 13 880 494, contre 71 622 968 actions au 31 décembre 2020 pour un capital de 14 324 593,60 € au 31 décembre 2021. Cette variation s'explique par l'annulation de 2 220 500 titres auto-détenus en 2021.

Actionnaires importants

Au 31 décembre 2021, le capital de VIEL & Cie est réparti de la façon suivante :

- Viel et Compagnie-Finance : 62,12 %
- Amiral Gestion : 8,12 %
- Sycomore AM : 5,64 %
- Patrick Combes : 5,63 %
- Quaero Capital : 3,11 %
- Financière de l'Echiquier : 0,55 %
- Public : 8,53 %
- Actions propres : 6,31 %

Capital autorisé

Autorisations financières :

En application des dispositions de l'article L.225-100, al.7 du Code de commerce, un tableau récapitulatif des délégations accordées au Conseil d'administration par l'Assemblée générale en cours de validité et leur utilisation au cours de l'exercice 2021 est présenté ci-dessous :

Type de délégation	AGE	Échéance	Montant autorisé	Utilisation	Autorisations résiduelles
				en 2021	
Augmentation de capital (délégation globale avec maintien du DPS)	12/06/2020	26 mois	€ 50 000 000	-	€ 50 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS)	12/06/2020	AG statuant sur les comptes de l'année 2021	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital (délégation globale avec suppression du DPS-Art-L411-2,II CMF)	12/06/2020	26 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Augmentation de capital par incorporation de réserves	10/06/2021	18 mois	€ 5 000 000	-	€ 5 000 000
Augmentation de capital par émission de BSA (avec maintien du DPS)	10/06/2021	26 mois	€ 30 000 000	-	€ 30 000 000
Augmentation de capital par attribution d'actions gratuites, existantes ou à créer	12/06/2020	26 mois	€ 1 432 459	-	€ 1 432 459
Augmentation de capital par émission de BSA (en cas d'offre publique)	10/06/2021	18 mois	€ 10 000 000	-	€ 10 000 000
Réduction de capital (annulation d'actions)	10/06/2021	24 mois	€ 1 432 459	€ 444 100	€ 988 359
Augmentation de capital (attribution d'actions gratuites aux collaborateurs des sociétés liées) (avec maintien du DPS)	12/06/2020	38 mois	€ 1 432 459		€ 1 432 459

Actions propres :

VIEL & Cie détient au 31 décembre 2021, 4 378 501 titres auto-détenus, soit 6,31 % de son capital, pour un montant total brut de € 18 079 000 (5 788 600 titres pour un montant brut de € 23 964 000 au 31 décembre 2020), détention autorisée préalablement par l'Assemblée générale des actionnaires. Le montant de ces titres a été constaté en diminution des capitaux propres consolidés de VIEL & Cie au 31 décembre 2021.

Réserves consolidées :

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de réévaluation	Ecart actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2021	382 625	16 000	1 029	-9 671	23 422	413 405
Résultat net de l'exercice	50 960	-	-	-	-	50 960
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	2 635	-	2 635
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	204	-	-	204
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Résultat global de la période	50 960	-	204	2 635	-	53 799
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	-5 885	-	-	-	-	-5 885
Exercice d'options de souscription d'actions	1 862	-	-	-	-	1 862
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	148	-	-	-	148
Dividendes versés	-18 294	-	-	-	-	-18 294
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	1 132	-	-210	61	-10 079	-9 096
Réserves consolidées au 31 décembre 2021	412 400	16 148	1 023	-6 975	13 343	435 941

en milliers d'euros	Bénéfice au bilan	Réserve pour option de souscription d'actions	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels à prestations définies	Autres réserves	Réserves consolidées
Réserves consolidées au 1er Janvier 2020	356 079	15 141	896	-9 280	23 424	386 260
Résultat net de l'exercice	48 928	-	-	-	-	48 928
Réévaluation des régimes à prestations définies	-	-	-	-444	-	-444
Incidence de la comptabilisation d'instruments de couverture	-	-	-	-	-	-
Incidence de la réévaluation des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	130	-	-	130
Incidence de la réévaluation des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Résultat global de la période	48 928	-	130	-444	-	48 614
Affectation à la réserve générale	-	-	-	-	-	-
Affectation à la réserve pour actions propres	3 589	-	-	-	-	-
Exercice d'options de souscription d'actions	638	-	-	-	-	638
Incidence de la comptabilisation des options de souscriptions d'actions	-	859	-	-	-	859
Dividendes versés	-16 479	-	-	-	-	-16 479
Incidence des variations de périmètre / Autres variations	-10 130	-	3	53	-2	-10 076
Réserves consolidées au 31 décembre 2020	382 625	16 000	1 029	-9 671	23 422	413 405

La réserve pour options de souscription d'actions est utilisée pour comptabiliser la juste valeur des instruments de capitaux propres consentis aux collaborateurs du Groupe (cf note 19). Lors de l'exercice d'options de souscription, la valeur des instruments est transférée de cette réserve au compte de prime d'émission.

La réserve de réévaluation comprend les variations cumulées nettes de la juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par les biais des autres éléments du résultat global. Lorsque ces instruments sont cédés, le montant des variations cumulées nettes de juste valeur jusqu'au moment de leur cession est reclassé dans les capitaux propres.

La réserve d'écarts de conversion comprend les écarts de change relatifs à la conversion en euros des états financiers des sociétés du Groupe libellés en monnaies étrangères ainsi que les changements de juste valeur des instruments utilisés pour couvrir des investissements nets dans des entités étrangères. Cette réserve est présentée distinctement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La réserve d'écarts actuariels des régimes à prestations définies est utilisée pour enregistrer les modifications des hypothèses à long terme et la différence entre les hypothèses prises et l'évolution réelle des régimes à prestations définies.

Autres éléments du résultat global

Cette rubrique se décompose comme suit :

2021 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	204	204	78	282
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	2 635	2 635	1 081	3 716
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	2 839	2 839	1 159	3 998
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ecarts de conversion	11 122	-	-	-	11 122	5 369	16 491
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-8 348	-	-	-	-8 348	-3 764	12 112
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-293	-	-	-	-293	-114	-407
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	2 481	-	-	-	2 481	1 491	3 972
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	2 481	-	-	2 839	5 320	2 650	7 970

2020 en milliers d'euros	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
	Ecart de conversion	Réserve de couverture	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels des régimes à prestations définies			
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	-	-	-	130	130	52	182
Ecarts actuariels des régimes à prestations définies	-	-	-	-444	-444	-149	-593
Total des autres éléments du résultat global qui ne peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-	-	-	-314	-314	-97	-411
Autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat							
Ecarts de conversion	-23 618	-	-	-	-23 618	-10 675	-34 293
Transfert des écarts de conversion au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global des sociétés associées	-971	-	-	-	-971	-361	-1 332
Total des autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés ultérieurement au compte de résultat	-24 589	-	-	-	-24 589	-11 036	-35 625
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts	-24 589	-	-	-314	-24 903	-11 133	-36 036

17. Intérêts minoritaires

Les principales sociétés dans lesquelles les intérêts minoritaires ont été jugés significatifs sont Bourse Direct qui représente l'activité de bourse en ligne et le sous-groupe Tradition qui regroupe l'activité d'intermédiation professionnelle. Les sociétés jugées significatives au sein du sous-groupe Tradition sont présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés de Compagnie Financière Tradition, société cotée.

Les informations financières résumées du sous-groupe Tradition sont présentées après élimination des comptes et opérations réciproques internes au sous-groupe.

en milliers d'€	Au 31 décembre 2021		Au 31 décembre 2020	
	Groupe	Groupe	Groupe	
	Tradition	Bourse Direct	Tradition	Bourse Direct
Pourcentage de détention des intérêts minoritaires	Suisse	France	Suisse	France
	27,67%	20,37%	27,13%	20,77%
Actif non courant	334 674	31 296	320 928	55 031
Actif courant	1 208 878	1 318 022	742 408	1 161 865
<i>Dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	296 366	39 040	281 265	51 322
Passif non courant	273 016	2 801	297 099	2 740
Passif courant	854 564	1 279 545	388 791	1 118 928
Actif net	415 972	66 972	377 446	95 228
Valeur comptable des intérêts minoritaires	20 626	10 079	17 219	9 761
Chiffre d'affaires	809 135	45 919	843 649	44 473
Résultat net	66 232	7 164	69 692	6 105
Quote-part attribuable aux intérêts minoritaires dans le résultat net du Groupe dans :	23 128	1 494	21 391	1 284
Flux de trésorerie nets opérationnels	59 430	-538	87 826	17 965
Flux de trésorerie nets d'investissement	-61 088	-7 544	52 317	-1 900
Flux de trésorerie nets de financement (hors dividendes versés aux intérêts minoritaires)	21 506	-3 597	-150 221	-3 008
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	-11 957	-548	-12 318	-226
Variation des cours de change	98	-	-19 935	-
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	7 989	-12 227	-42 332	12 831

18. Dividendes

En milliers d'euros	2021	2020
Dividende par action au titre de 2021 : € 0,30 (2020: € 0,28)	20 821	20 054

19. Paiements fondés sur des actions

Compagnie Financière Tradition

Au 31 décembre 2021, les options de souscription d'actions consenties aux collaborateurs du Groupe Tradition présentent les caractéristiques suivantes :

Date d'attribution	Nombre d'actions de 2,50 CHF de nominal	Augmentation de capital potentielle en CHF	Date de début d'exercice (1)	Date d'échéance	Prix d'exercice en CHF	Condition d'exercice (2)
05.01.18	20 000	50 000	01.02.21	01.02.26	2,50	115,00
30.08.18	12 000	30 000	01.09.21	01.09.26	2,50	120,00
20.11.18	50 000	125 000	20.11.21	20.11.26	2,50	120,00
28.11.18	18 000	45 000	6 000 titres dès le 01.12.21 6 000 titres dès le 01.12.22 6 000 titres dès le 01.12.23	01.12.26	2,50	110,00
09.01.19	3 000	7 500	09.07.20	09.07.25	2,50	110,00
06.06.19	58 000	145 000	01.06.22	01.06.27	2,50	110,00
13.01.20	20 000	50 000	13.01.23	13.01.28	2,50	114,00
07.04.20	22 500	56 250	07.04.23	07.04.28	2,50	125,00
01.07.20	50 000	125 000	01.07.23	01.07.28	2,50	125,00
08.04.21	22 500	56 250	08.04.24	08.04.29	2,50	130,00
31.08.21	21 000	52 500	5 000 titres dès le 31.08.22 5 000 titres dès le 31.08.23 5 000 titres dès le 01.12.24 3 000 titres dès le 01.12.25 3 000 titres dès le 01.12.26	31.08.29	2,50	Tranche A : 115,00 Autres tranches : 120,00
10.09.21	5 000	12 500	10.09.24	10.09.29	2,50	120,00
TOTAL	302 000	755 000			2,50	

(1) Les collaborateurs doivent être salariés du Groupe afin d'exercer les options de souscription d'actions consenties.

(2) Le cours de l'action doit être supérieur à ces seuils pendant 10 jours consécutifs au cours des 12 mois précédant la date d'exercice.

En 2021 Compagnie Financière Tradition SA a consenti 48 500 options de souscription d'actions à des collaborateurs du Groupe (92 500 options en 2020).

La juste valeur des options octroyées est déterminée à la date d'attribution des options de souscription en recourant à un modèle d'évaluation prenant en compte les caractéristiques et conditions générales d'acquisition des droits prévalant à cette date.

Sur la base d'observations historiques, les paramètres d'évaluation suivants ont été utilisés afin de déterminer la juste valeur des options consenties :

	2021	2020
Rendement de dividendes	5,0%	5,0%
Volatilité attendue	14,0%	16,0%
Taux d'intérêt sans risque	0,0%	0,0%
Prix de l'action à la date d'attribution (en francs suisses)	114,7	104,0

En 2021, la moyenne pondérée de la juste valeur des options à la date de l'octroi est de CHF 17,9 (2020 : CHF 9,0).

Le nombre et les prix d'exercice moyens pondérés des options de souscription sur action consenties aux collaborateurs de la Société sont les suivants :

en CHF	2021		2020	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
En circulation au début de l'exercice	2,50	364 167	2,50	390 167
Attribuées	2,50	48 500	2,50	92 500
Exercées *	2,50	-109 667	2,50	-118 500
Expirées				
Annulées	2,50	-1 000		
En circulation à la fin de l'exercice	2,50	302 000	2,50	364 167
Exercibles à la fin de l'exercice	2,50	29 000	2,50	62 667

*Le cours moyen pondéré de l'action à la date d'exercice des options exercées en 2021 est de CHF 112,8 (2020 : CHF 105,0).

Les options exercées donnent uniquement droit à la livraison des actions. En 2021, le montant des charges liées aux paiements fondés sur des actions est de CHF 1 014 000 (CHF 1 274 000 en 2020).

Bourse Direct

Au 31 décembre 2021, les actions gratuites nouvelles prévues dans le cadre du plan d'attribution d'actions de 2017 ont été intégralement acquises au 31/12/2021.

Pour rappel, ses caractéristiques étaient les suivantes :

Nature du plan	Plan d'attribution 2017
Date de l'Assemblée générale	11-mai-16
Date des premières attributions au titre du plan	21-juil-17
Nombre total d'actions gratuites attribuées	750 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	21-juil-17
	21-juil-19
Période d'attribution (attribution par tiers sur trois périodes)	21-juil-20
	21-juil-21
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	21-juil-27
Conditions d'attribution de présence dans la Société	oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	2,20 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 ^{er} janvier	250 000
Nombre d'actions gratuites acquises au cours de l'exercice	250 000
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	-
Nombre de collaborateurs concernés	13

Il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

VIEL & Cie

Plans d'options de souscription d'actions :

Au 31 décembre 2021, Il n'y a pas de nouveaux plans d'options de souscription d'actions accordés par VIEL & Cie.

Plans d'attributions d'actions gratuites :

Au 31 décembre 2021, les caractéristiques des plans d'attribution d'actions gratuites sont les suivantes :

Nature du plan (En euros)	Plan d'attribution 2017		Plan d'attribution 2021
Date de l'Assemblée générale	14-juin-16	14-juin-16	12-juin-20
Date des premières attributions au titre du plan	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Nombre total d'actions gratuites attribuées	440 000	138 000	135 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	04-sept-17	04-sept-17	18-mars-21
Période d'attribution	04-sept-20	04-sept-22	18-mars-24
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	04-sept-27	04-sept-27	18-mars-31
Conditions d'attribution de présence dans la Société	Oui	Oui	Oui
Conditions de performance de cours	6,50 €	6,00 €	6,80 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1er janvier	380 000	138 000	135 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-	-	-
Nombre d'actions gratuites en circulation au 31 décembre	380 000	138 000	135 000
Nombre de personnes concernées	2	4	4

20. Dettes financières

En milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Découverts bancaires	2 143	7 826
Emprunts bancaires	0	11 109
Portion court terme des emprunts bancaires à long terme	18 000	30 150
Engagement à court terme sur contrat de location-financière	-	-
Emprunts obligataires	106 401	-
A court terme	126 544	49 086
Emprunts à long terme	182 000	83 500
Emprunts obligataires	202 497	221 568
A long terme	384 497	305 068
TOTAL	511 042	354 154

Les dettes financières provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit en 2021 :

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2021
		Autres variations	Reclassement	Ecart de conversion	
Long terme					
Emprunts bancaires	83 500	98 500			182 000
Emprunts obligataires	221 568	73 811	-101 725	8 843	202 497
Court terme					
Emprunts bancaires	11 109	-11 114		5	-
Position court terme des emprunts bancaires	30 150	-12 150			18 000
Emprunts obligataires	-	86	101 725	4 590	106 401
Total	346 327	149 133	-	13 438	508 898

En milliers d'euros	Eléments financiers	Eléments non financiers			31.12.2020
		Autres variations	Reclassement	Ecarts de conversion	
Long terme					
Emprunts bancaires	113 650	-30 150			83 500
Emprunts obligataires	220 322	187		1 059	221 568
Court terme					
Emprunts bancaires		11 212		-103	11 109
Position court terme des emprunts bancaires	30 150	-			30 150
Emprunts obligataires	119 069	-120 748		1 679	-
Total	483 192	-139 500	-	-	2 635

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

Emetteur	Année d'émission et d'échéance	Valeur nominale résiduelle en milliers de CHF	Coupon	Taux d'intérêt effectif	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.21	Valeur comptable en milliers de CHF 31.12.20
Compagnie Financière Tradition SA	2021-2027	80 000	1,875%	1,980%	79 585	-
Compagnie Financière Tradition SA	2019-2025	CHF 130 000	1,750%	1,850%	129 615	129 508
Compagnie Financière Tradition SA	2016-2022	CHF 110 000	1,625%	1,726%	109 923	109 830
TOTAL					319 123	239 338
<i>Dont montant remboursable dans les 12 mois</i>					109 923	-

Au 31 décembre 2021, Compagnie Financière Tradition dispose de facilités de crédit pour un montant de CHF 174 736 000 (CHF 174 641 000 au 31 décembre 2020). Celles-ci n'ont pas été utilisées au 31 décembre 2021 (utilisées à hauteur de CHF 12 000 000 au 31 décembre 2020).

Les emprunts bancaires à long terme incluent un montant de € 200 000 000 remboursable par annuités et venant à échéance en juin 2026 (€ 113 650 00 au 31 décembre 2020).

Les dettes à long terme font l'objet de clause de remboursement anticipé en cas de non-respect de différents ratios de gestion ; ces ratios concernent principalement le niveau d'endettement par rapport aux capitaux propres consolidés du Groupe, ou le niveau des charges financières nettes par rapport au résultat d'exploitation du Groupe. Au 31 décembre 2021, le Groupe respecte l'intégralité de ces conditions.

Au 31 décembre 2021, VIEL & Cie et ses filiales disposent de facilités de crédit non utilisées pour un montant de € 169 138 000, contre € 150 566 000 au 31 décembre 2020.

VIEL & Cie a opté pour l'étalement des frais d'émission de ses emprunts sur leur durée d'amortissement.

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les dettes financières est décrite en note 30.

21. Provisions et passifs éventuels

Les provisions se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	Provisions pour pensions et retraites	Provisions pour litiges	Provisions pour impôts	Autres provisions	TOTAL
Montant au 31 décembre 2019	26 247	816	-	192	27 255
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations	3 492	1 096	-	632	5 220
Utilisation	-618	-1 226	-	-	-1 844
Dissolution	-12	-333	-	-	-345
Réévaluation des régimes à prestations définies	1 641	-	-	-	1 641
Reclassement	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-669	-14	-	-	-683
Montant au 31 décembre 2020	30 082	338	-	824	31 244
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					-
Variation de périmètre	137	-	-	-	137
Dotations	2 706	13 463	-	-177	15 992
Utilisation	-491	-1 750	-	-	-2 240
Dissolution	-17	-188	-	147	-352
Réévaluation des régimes à prestations définies	-4 698	-	-	-	-4 698
Reclassement	-	338	-	-	338
Ecart de conversion	49	307	-	-	356
Montant au 31 décembre 2021	27 768	12 508	-	500	40 776
<i>Dont montant qui devrait être réglé dans les 12 mois</i>					12 496

Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constatées au bilan afin de couvrir les obligations du Groupe dans le cadre des régimes à prestations définies et d'autres avantages à long terme en faveur du personnel. Le détail de ces engagements est présenté en note 22.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de leurs activités, il arrive que des filiales du Groupe soient impliquées dans des litiges avec des anciens employés suite à la résiliation de leur contrat de travail ou avec des sociétés concurrentes lors de l'engagement de nouveaux collaborateurs. Par ailleurs, des procédures administratives peuvent être menées à l'encontre de filiales par les régulateurs locaux.

L'échéance des sorties de trésorerie relative à ces provisions est incertaine car elle dépend de l'issue des procédures en question qui peuvent durer de nombreuses années.

Une filiale du Groupe au Royaume-Uni est défenderesse dans une procédure civile intentée fin 2017 par cinq sociétés anglaises en liquidation ainsi que les liquidateurs de ces sociétés.

En 2009, celles-ci ont négocié des quotas de l'Union européenne, également appelés crédits carbone, et ne se sont pas acquittées de la TVA facturée aux contreparties dans le cadre de ces transactions. La filiale du Groupe a agi en qualité d'intermédiaire dans la transmission d'un nombre limité d'ordres relatifs à ces transactions.

Les liquidateurs demandent des dommages et intérêts car ils estiment que cette filiale n'a pas su identifier les infractions et a donc ainsi contribué à ce que les dirigeants des sociétés anglaises en liquidation manquent à leurs obligations légales.

La filiale se défend vigoureusement au motif qu'elle n'a pas fourni une telle assistance aux dirigeants de ces sociétés et n'a pas agi à l'encontre de ses obligations. Après un report de deux ans des audiences pour cause de pandémie, celles-ci sont prévues durant le premier trimestre 2022.

Compte tenu de récents développements, une provision a été constituée afin de couvrir un règlement éventuel avec les parties adverses. Le montant provisionné est compris dans la rubrique des provisions à court terme au 31 décembre 2021.

Provisions pour impôts

Le Groupe est régulièrement soumis à des contrôles. Les risques potentiels sont évalués et font l'objet, le cas échéant, d'une provision.

Pour rappel, la société Bourse Direct avait constaté au 31/12/2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 000 € à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du Crédit Impôts Recherche sur les 4 années contrôlées d'un montant total de 1,6 million d'euros. La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés et est entrée dans un processus de réclamation contentieuse

Autres provisions

VIEL & Cie et ses filiales consolidées ont constitué au cours des exercices précédents des provisions afin de couvrir divers risques auxquelles elles sont confrontées. Ces provisions couvrent l'intégralité des risques potentiels estimés.

22. Engagements envers le personnel

La majorité des employés de VIEL & Cie et de ses filiales opérationnelles bénéficie de prestations de retraites octroyées par des régimes à cotisations définies dont les cotisations sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues. Les éventuels montants à payer en fin de période sont présentés dans la rubrique des « Fournisseurs et autres créanciers ».

Les régimes à prestations définies concernent principalement les employés du Groupe basés en Suisse.

Les collaborateurs en Suisse sont assurés auprès de l'institution de prévoyance de l'employeur contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès. L'institution de prévoyance a la forme juridique d'une fondation. L'institution de prévoyance assume elle-même le risque vieillesse alors que les risques décès et invalidités sont réassurés auprès d'une compagnie d'assurance. Les prestations de vieillesse sont définies en fonction du solde des comptes d'épargne individuels (avoir de vieillesse) à la date du départ à la retraite. La rente vieillesse annuelle se calcule en multipliant l'avoir de vieillesse à la date du départ par le taux de conversion défini dans le règlement de la fondation. Les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à 58 ans révolus, auquel cas le taux de conversion est réduit en fonction de la prolongation de la durée attendue du versement de la rente et de l'avoir de vieillesse moins important. Les collaborateurs ont en outre la possibilité de percevoir tout ou partie de la rente vieillesse sous forme de capital.

Les cotisations ordinaires de l'employeur sont exprimées en pourcent du salaire assuré (selon l'âge) et versées sur les avoirs de vieillesse individuels.

La politique d'investissement de l'institution de prévoyance se fonde sur l'objectif de réaliser un rendement qui, associé aux cotisations versées, soit suffisant pour garder un contrôle raisonnable sur les différents risques de financement du régime. Le Conseil de fondation, avec l'aide de conseillers en placement, détermine la pondération des catégories d'actifs et les allocations cibles, lesquelles sont révisées périodiquement. L'allocation effective des actifs est déterminée par une série de conditions économiques et de marché et en considération des risques spécifiques aux catégories d'actifs.

Les autres avantages à long terme concernent essentiellement des employés de filiales du Groupe au Japon qui ont la possibilité de différer le versement d'une partie de leur rémunération jusqu'à l'âge de la retraite ou de leur départ de la société.

Les provisions pour pensions et retraites se répartissent comme suit :

en milliers d'euros

	31.12.2021	31.12.2020
Autres avantages à long terme	14 330	13 364
Provision pour des régimes à prestations définies	13 438	16 718
Total des provisions pour pensions et retraites	27 768	30 082

Les charges liées aux régimes à prestations et cotisations définies sont présentées sous la rubrique « charges de personnel ». En 2021, le montant des charges liées aux régimes à cotisations définies est de € 4 695 000 (€ 4 461 000 en 2020).

Actifs et passifs comptabilisés au bilan

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Valeur actualisée des obligations	61 268	58 571
Juste valeur des actifs des régimes	-47 967	-41 854
Engagements nets des régimes à prestations définies	13 301	16 718

Mouvements de la valeur actualisée des obligations :

en milliers d'euros	2021	2020
Valeur actualisée des obligations au 1^{er} janvier	58 571	52 563
Dont obligations financées	53 159	48 000
Dont obligations non financées	5 412	4 563
Coût financier	115	114
Coût des services rendus	2 187	2 023
Cotisation des employés	914	874
Coût des services passés	-	-
Prestations payées	-1 276	-305
(Gains) / pertes actuariel(le)s liés à l'expérience	2 490	2 230
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses démographiques	-1 731	96
(Gains) / pertes actuariel(le)s sur les hypothèses financières	-2 559	775
Réduction de régime	-	-
Reclassements	-17	220
Ecart de conversion	2 573	-18
Valeur actualisée des obligations au 31 décembre	61 268	58 571
Dont obligations financées	55 186	53 159
Dont obligations non financées	6 081	5 412

Mouvement de la juste valeur actualisée des actifs des régimes

en milliers d'euros	2021	2020
Juste valeur des actifs des régimes au 1^{er} janvier	41 854	38 195
Rendement attendu des actifs des régimes	10	47
Cotisations de l'employeur	1 130	1 067
Cotisations des employés	914	874
Prestations payées	-842	134
Frais d'administration	-70	-71
Gains / (pertes) actuariels	2 898	1 459
Réduction de régime	-	-
Ecart de conversion	2 073	150
Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre	47 967	41 854

Le Groupe estime à € 1 148 000 le montant des cotisations liées aux régimes à prestations définies pour l'exercice 2021.

Juste valeur des actifs par nature en pourcentage du total des actifs des régimes

	2021	2020
Actions	31,35%	31,70%
Obligations	26,29%	26,05%
Immobilier	28,57%	29,22%
Contrats d'assurance	0,79%	0,93%
Liquidités	5,16%	4,46%
Divers	7,84%	7,63%
TOTAL	100%	100%

Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est déterminé en fonction de prévisions à long terme de taux d'inflation, de taux d'intérêt et de primes de risque pour les différentes catégories d'actifs. Ces prévisions prennent en considération les taux de rendement historiques à long terme.

Les placements en actions, obligations et immobiliers sont essentiellement investis au travers de fonds de placements et sont en majorité cotés sur un marché boursier actif. Les autres catégories de placements ne sont pour la plupart pas cotés sur un marché boursier actif.

Ecarts actuariels des régimes à prestations définies enregistrés dans les autres éléments du résultat global

en milliers d'euros	2021	2020
Ecarts actuariels sur les passifs des régimes	2 559	-775
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux passifs des régimes	-2 490	-2 230
Ajustements liés à l'expérience relatifs aux actifs des régimes	2 898	1 459
Gain (perte) sur la réévaluation des régimes à prestations définies	2 967	-1 545

Charges comptabilisées au compte de résultat

en milliers d'euros	2021	2020
Coût des services rendus	2 258	2 094
Charge d'intérêt net	104	67
Coût /(produit) des régimes à prestations définies	2 362	2 161

en milliers d'euros	2021	2020
Rendement/(coût) effectif des actifs des régimes	3 050	1 502

Principales hypothèses actuarielles

en %	2021	2020
Taux d'actualisation	0,62%	0,33%
Augmentations futures des salaires	1,18%	1,18%

Tables de mortalité

L'espérance de vie est prise en compte dans les engagements définis sur la base de tables de mortalité du pays dans lequel le régime est situé. Des tables générationnelles, permettant de modéliser l'évolution future de la mortalité, ont été utilisées au 31 décembre 2021 et en 2020.

Analyse de sensibilité

L'impact sur le montant des engagements des régimes à prestations définies au 31 décembre 2021 et 2020 d'une augmentation ou diminution des principales hypothèses actuarielles est présenté ci-dessous :

en milliers d'euros	2021	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-4 092	4 637
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	218	-218

en milliers d'euros	2020	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5 %)	-4 250	4 880
Augmentation futures des salaires (variation de 0,5 %)	210	-210

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes.

Duration des obligations des régimes à prestations définies

La durée moyenne pondérée de l'obligation du régime à prestations définies pour les employés du Groupe en Suisse est de 16 années au 31 décembre 2021 (18 années au 31 décembre 2020).

23. Fournisseurs et autres créanciers

Cette rubrique se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Dettes liées aux activités teneurs de comptes	1 363 471	1 129 075
Dettes liées aux activités en principal	433 049	149 312
Charges à payer	132 614	121 835
Dettes envers les parties liées	3 260	3 868
Autres dettes à court terme	54 532	57 979
TOTAL	1 986 926	1 462 070

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidité, de change et de taux d'intérêts sur les fournisseurs et autres créanciers est décrite en note 30.

24. Impôts à payer et à recevoir

Au 31 décembre 2021, les impôts à payer de VIEL & Cie s'élèvent à € 8 830 000, contre € 10 470 000 au 31 décembre 2020.

Les impôts à recevoir pour un montant de € 5 297 000 au 31 décembre 2021 contre € 4 804 000 au 31 décembre 2020 sont principalement constitués d'acomptes d'impôt versés par des sociétés du Groupe.

25. Instruments financiers dérivés

En milliers d'euros	2021		2020	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme sur devises	244	-	141	2
Swaps de taux d'intérêts	152	19	240	11
Total	396	19	382	13

26. Contrat de location

Les contrats de location du Groupe concernent essentiellement des bureaux utilisés par les employés dans le cadre de leurs activités.

Actifs liés au droit d'utilisation

Bâtiments en milliers d'€	2021	2020
Acquisitions	19 695	9 966
Amortissements	-14 660	-15 345
Valeur comptable nette au 31 décembre	57 149	49 350

Obligations locatives

en milliers d'€	2 021	2 020
Court terme		
Obligations locatives	16 061	14 959
Total		
Long terme		
Obligations locatives	54 184	46 213
Total		
Total des obligations locatives au bilan	70 245	61 172

L'exposition du Groupe liée aux risques de liquidités, de change et de taux d'intérêts sur les obligations locatives est décrite en note 30.

Les obligations locatives provenant des activités de financement selon le tableau des flux de trésorerie ont évolué comme suit :

en milliers d'€	01.01.21	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.21
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	61 172	-14 268	19 642	3 699	70 245
Total	61 172	-14 268	19 642	3 699	70 245

en milliers d'€	01.01.20	Eléments financiers	Eléments non financiers		31.12.20
			Autres variations	Ecart de conversion	
Obligations locatives	66 296	-13 423	12 432	-4 133	61 172
Total	66 296	-13 423	12 432	-4 133	61 172

Autres informations relatives aux contrats de location

- Les charges liées aux contrats de location à court terme s'élèvent à € 3 817 000 pour l'exercice 2021.
- La charge d'intérêts sur les obligations locatives est présentée en note 4.
- Le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élève à € 17 836 000.

27. Opérations avec des parties liées

Nature des fonctions des employés clés

VIEL & Cie est une société qui consolide trois pôles d'activité, dans le domaine de l'intermédiation professionnelle au travers de Compagnie Financière Tradition, de la bourse en ligne au travers de Bourse Direct, et une participation mise en équivalence de 40% dans SwissLife Banque Privée. Est considéré comme employé clef, le Président du Conseil d'administration de VIEL & Cie

Rémunération des employés clés

Le Président du Conseil d'administration ne perçoit pas de rémunération de la société VIEL & Cie mais de sa maison-mère Viel et Compagnie-Finance ; il bénéficie de la part de la société VIEL & Cie de jetons de présence pour un montant de € 12 000 au titre de l'exercice 2021 (€ 12 000 en 2020).

Aucun avantage en nature, avantage postérieur à l'emploi, autre avantage à long terme, indemnité de fin de contrat de travail et paiement fondé sur des actions n'est accordé au Président - Directeur général.

Créances sur les parties liées

Non courant

En milliers d'euros	31.12.2021	31,12,2020
Créances sur les sociétés associées	2 000	1 843
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	-	-
TOTAL	2 000	1 843

Courant

En milliers d'euros	31.12.2021	31,12,2020
Créances sur les sociétés associées	63	44
Créances sur les coentreprises	6 853	4 721
Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées	957	692
TOTAL	7 874	5 457

Dettes envers les parties liées

En milliers d'euros	31.12.2021	31,12,2020
Dettes envers les sociétés associées	55	87
Dettes sur les coentreprises	3 197	3 099
Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées	8	683
TOTAL	3 260	3869

Les rubriques « Créances sur l'actionnaire et les sociétés liées » et « Dettes envers l'actionnaire et les sociétés liées » comprennent l'ensemble des créances et dettes de VIEL & Cie et de ses filiales vis-à-vis de leur actionnaire majoritaire ultime, Viel et Compagnie-Finance, Paris, ainsi que des filiales de cette société.

Transactions avec les parties liées

L'une des filiales du Groupe a conclu un contrat de bail à loyer avec une société appartenant à son actionnaire ultime. En 2021, le Groupe a constaté une charge de € 758 000 lié au droit d'utilisation de ces locaux

Une société de services appartenant à l'actionnaire majoritaire de VIEL & Cie a facturé au Groupe des frais de déplacement pour un montant de € 723 000 en 2021 (€532 000 en 2020).

28. Opérations de hors-bilan

Titres à livrer et à recevoir

en milliers d'euros	31.12.2021	31.12.2020
Titres à livrer	170 507 247	208 431 350
Titres à recevoir	170 482 633	208 403 363

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achat et de vente de titres initiées avant le 31 décembre 2021 et débloquées après cette date, dans le cadre des activités en principal réalisées par les sociétés du Groupe traitant avec des institutionnels, ou des opérations en règlements différés pour l'activité de bourse en ligne.

29. Gestion du risque financier

Le Groupe est principalement exposé aux risques suivants :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque de marché
- risque de taux d'intérêt
- risque opérationnel

Des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques cités ci-dessus, les objectifs, politique et procédures de gestion du risque, ainsi que les méthodes utilisées pour les mesurer sont présentés dans la section « Rapport sur le gouvernement d'entreprise » du rapport annuel de la société.

Gestion du capital

Les objectifs du Groupe au niveau de la gestion du capital sont de maintenir un niveau de capitaux propres suffisant afin d'assurer la continuité des opérations et d'apporter un retour sur investissement aux actionnaires.

Le Conseil d'administration effectue le suivi de la rentabilité des capitaux propres qui est défini par la relation entre le résultat net d'exploitation et les capitaux propres, nets de la part attribuable aux actionnaires minoritaires. Le Conseil d'administration effectue aussi le suivi des dividendes versés aux actionnaires.

Le Groupe gère la structure du capital et y apporte des rectifications en fonction des variations de l'environnement économique. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit ajuster le montant des dividendes distribués aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

En 2021, il n'y a pas eu de changement dans l'approche du Groupe en relation avec la gestion du capital.

VIEL & Cie n'est pas soumise à des exigences en matière de capital. Cependant, certaines filiales du Groupe sont soumises localement à des exigences de capital réglementaire imposées par les autorités de surveillance des pays concernés. Le suivi et l'application des directives réglementaires sont effectués par les responsables locaux en charge de la conformité.

30. Instruments financiers

Risque de crédit

Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit. L'exposition au risque de crédit se présente comme suit:

En milliers d'euros	2021	2020
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 678	4 470
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	18 943	15 445
Prêts et créances	82 099	1 474 494
Actifs financiers évalués au coût amorti	2 032 648	14 303
Instruments financiers dérivés actifs	396	382
Trésorerie et équivalents de trésorerie	458 655	384 930
Trésorerie non disponible	32 376	26 901
TOTAL	2 629 796	1 920 925

Pertes de crédit attendues

L'échéancier des créances clients et comptes rattachés ainsi que les pertes de crédit attendues se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021		2020	
	Valeur brute	Pertes de crédit attendues	Valeur brute	Pertes de crédit attendues
Créances non arriérées	106 710	-43	92 842	-18
Moins de 30 jours d'arriéré	27 735	-28	20 735	-19
Entre 31 et 60 jours d'arriéré	15 849	-45	10 698	-38
Entre 61 et 90 jours d'arriéré	8 188	-15	6 159	-16
Entre 91 et 180 jours d'arriéré	6 949	-12	7 865	-25
Plus de 180 jours d'arriéré	8 525	-716	8 586	-626
TOTAL	173 957	-859	146 885	-741

Depuis l'adoption de la norme IFRS 9 Instruments financiers, le Groupe applique une méthode simplifiée pour mesurer les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances de courtage. Une analyse est effectuée par les sociétés du Groupe sur la base de l'échéancier des créances clients en tenant compte de données historiques sur les défauts, de la situation actuelle et prévisible à la date de clôture. La majorité des clients sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit.

Le mouvement de la provision pour pertes de valeur attendues sur les créances clients et comptes rattachés au cours de la période se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020
Provision au 1er janvier	741	928
Variations de périmètre	24	-
Dotations de l'exercice	254	889
Reprise utilisée	-62	-813
Dissolution	-122	-226
Ecart de conversion	24	-38
Provision au 31 décembre	859	741

L'échéancier des créances liées aux activités en principal se présente comme suit :

En milliers d'euros	2021	2020
Moins de 5 jours d'arriéré	207 144	93 205
Entre 6 et 15 jours d'arriéré	158 372	63 304
Entre 16 et 30 jours d'arriéré	66 274	3 177
Entre 31 et 45 jours d'arriéré	1 743	-
Plus de 45 jours d'arriéré	2 328	-
TOTAL	435 861	159 686

Ces montants représentent des opérations non dénouées après la date de livraison prévue et sont causés essentiellement par des retards de règlement des titres de la part des contreparties. Sur la base de l'analyse des données historiques des pertes encourues, le Groupe estime qu'une dépréciation des créances liées aux activités en principal n'est pas nécessaire. La majorité des contreparties sont d'importantes institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit. De plus, les transactions sont soumises à des limites de crédit appropriées déterminées en fonction de la qualité de la contrepartie.

Risque de liquidité

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers incluant le montant estimatif des paiements d'intérêts se présentent comme suit :

31 décembre 2021

	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	182 000	-	182 000
Location financement - Paiement minimum futur	4 833	4 603	7 267	36 157	17 319	70 178
Emprunts obligataires	-	-	111 817	137 945	78 495	328 257
Fournisseurs et autres créanciers	1 968 245	3 669	15 012	-	-	1 986 926
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	-	-	-	19
Dettes financières à court terme	2 143	18 000	-	-	-	20 143
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
	1 975 240	26 272	134 096	356 102	95 814	2 587 523

31 décembre 2020

En milliers d'euros	A moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes financières à long terme	-	-	-	83 500	-	83 500
Location financement - Paiement minimum futur	4 663	4 201	7 582	31 700	19 666	67 812
Emprunts obligataires	-	-	3 784	231 716	-	235 500
Fournisseurs et autres créanciers	1 447 083	1 878	13 109	-	-	1 462 070
Instruments financiers dérivés passifs	13	-	-	-	-	13
Dettes financières à court terme	18 936	-	30 150	-	-	49 086
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 470 694	6 078	54 625	346 916	19 666	1 897 980

Risque de change

Analyse de sensibilité

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé au risque de change transactionnel principalement sur le dollar américain (USD), la livre sterling (GBP), l'euro (EUR) et le franc suisse (CHF).

Le tableau suivant détaille la sensibilité du Groupe à une variation de 10 % d'une devise de transaction par rapport aux devises fonctionnelles correspondantes. Cette analyse inclut les actifs et passifs monétaires libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des différentes entités du Groupe et ajuste leur valeur à la fin de la période pour une variation de 10 % du taux de change.

Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base que l'année précédente.

Au 31 décembre, une appréciation de 10 % d'une devise de transaction à l'encontre des autres devises fonctionnelles correspondantes aurait augmenté (diminué) le résultat de l'exercice comme suit, sans impact sur les capitaux propres :

31 décembre 2021

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
Devises fonctionnelles						
USD		-437	432	-3	189	181
GBP	1 489		2 689	40	329	4 547
EUR	463	1 569		131	28	2 191
CHF	12 278	317	1 075		4 326	17 996
Autres	2 317	21	47	-4		2 381
	16 547	1 470	4 243	164	4 872	

31 décembre 2020

en milliers d'euros	USD	GBP	EUR	CHF	Autres	TOTAL
Devises fonctionnelles						
USD		-645	478	-13	194	14
GBP	1 752		1 423	128	-39	3 264
EUR	617	674		62	34	1 387
CHF	12 556	181	1 090		3 543	17 370
Autres	1 626	-10	24	-13		1 627
	16 551	200	3 015	164	3 732	

Risque de taux d'intérêts

Profil

Au 31 décembre, le profil des instruments financiers portant intérêts se présente comme suit :

En milliers d'euros	2 021	2 020
Actifs financiers	109 942	33 382
Passifs financiers	368 380	289 271
Instruments à taux fixe (net)	-258 438	-255 889
Actifs financiers	1 331 193	1 239 633
Passifs financiers	240 891	151 442
Instruments à taux variable (net)	1 090 301	1 088 191
Dont dettes financières à taux variable	831 863	832 302

Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variables

Les actifs et passifs financiers à taux variables comprennent essentiellement de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des dettes financières. Les dettes financières émises à des taux variables exposent le Groupe aux risques de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Au 31 décembre, une augmentation de 50 points de base des taux d'intérêts aurait augmenté (diminué) le résultat et les capitaux propres des montants présentés ci-après. Cette analyse repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes et est effectuée sur la même base pour l'année précédente.

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 452	-

31 décembre 2020

En milliers d'euros	Résultat	Capitaux propres
Actifs financiers nets	5 441	-

Juste valeur

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que leur juste valeur selon le niveau hiérarchique suivant :

- Le niveau 1 correspond à un prix coté (non ajusté) sur un marché actif pour un instrument identique.
- Le niveau 2 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation utilisant des données directement observables sur un marché (niveau 1) ou à partir de prix observés.
- Le niveau 3 correspond aux justes valeurs déterminées sur la base d'un modèle d'évaluation qui utilise des données qui ne sont pas observables sur le marché.

La juste valeur n'est pas indiquée pour les postes dont la valeur comptable représente une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les méthodes pour déterminer les justes valeurs sont décrites dans la section regroupant les principales méthodes comptables.

31 décembre 2021

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 678	-	4 679	-	4 679
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	18 943	12 140	6 700	-	18 840
Actifs financiers évalués au coût amorti	82 099	-	-	-	-
Prêts et créances	2 015 044	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	396	-	396	-	396
Trésorerie et équivalents de trésorerie	458 655	1 967	5 000	-	6 967
Trésorerie non disponible	32 376	-	-	-	-
Immeubles de placement	2 357	-	-	-	-
Total actifs financiers	2 614 548	14 107	16 775	-	30 882
Dettes financières à court terme	107 264	107 264	-	-	107 264
Obligations locatives à Court terme	16 061	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 986 926	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs	19	-	19	-	19
Dettes financières à long terme	384 497	205 029	-	-	205 029
Obligations locatives à Long terme	54 184	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
Total passifs financiers	2 548 951	312 292	19	-	312 311

31 décembre 2020

En milliers d'euros	Valeur comptable	Juste Valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 470	-	4 470	-	4 470
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	15 445	9 716	5 729	-	15 445
Actifs financiers évalués au coût amorti	14 303	-	-	-	-
Prêts et créances	1 464 311	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés actifs	382	-	382	-	382
Trésorerie et équivalents de trésorerie	370 900	2 051	-	-	2 051
Trésorerie non disponible	26 901	-	-	-	-
Immeubles de placement	2 304	-	-	-	-
Total actifs financiers	1 899 016	11 768	10 581	-	22 348
Dettes financières à court terme	49 086	-	-	-	-
Obligations locatives à Court terme	14 959	-	-	-	-
Fournisseurs et autres créanciers	1 462 070	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés passifs	13	-	13	-	13
Dettes financières à long terme	305 068	227 925	-	-	227 925
Obligations locatives à Long terme	46 213	-	-	-	-
Autres passifs financiers à long terme	-	-	-	-	-
Total passifs financiers	1 877 409	227 925	13	-	227 938

31. Cours de change

Les principaux cours de change de l'euro, qui ont été utilisés dans le cadre de la consolidation, sont les suivants:

		31.12.2021		31.12.2020	
		Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen
CHF	1 Franc suisse	1,0331	1,0797	1,0802	1,0703
GBP	1 Livre sterling	0,8403	0,8612	0,899	0,8892
JPY	1 Yen japonais	130,38	129,70	126,49	121,78
USD	1 Dollar américain	1,1326	1,1852	1,2271	1,1413

32. Périmètre de consolidation

La liste des principales sociétés consolidées, ainsi que les pourcentages de détention directe ou indirecte et les méthodes de consolidation retenues pour chacune des sociétés, sont présentés ci-après :

		Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
VIEL & Cie		Société consolidante	100,0%	EUR	14 325	Société consolidante
Europe						
Afrique du Sud	Tradition Government Bond Brokers and Derivative Brokers (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	72,33%	ZAR	1 000	IG
	Tradition Data Analytics Services (PTY) Ltd Fourways	100,0%	72,33%	ZAR	n/s	IG
	TFS Securities (Pty) Ltd, Johannesburg	100,0%	72,33%	ZAR	1 000	IG
Allemagne	Finacor Deutschland GmbH, Francfort, et succursale de Munich	100,0%	72,33%	EUR	4 950	IG
	Tradition Financial Services GmbH, Francfort	27,5%	19,89%	EUR	75	MEE
Belgique	Finacor & Associés S.A., Bruxelles	100,0%	72,26%	EUR	1 967	IG
	Easdaq N.V.	16,7%	14,98%	EUR	154 939	MEE
Emirats Arabes Unis	Tradition (Dubai) Ltd, Dubaï	100,0%	72,33%	USD	450	IG
Espagne	C.M. Capital Market Holdings S.A. Madrid	32,4%	23,43%	EUR	379	MEE
	Tradition Financial Services Espana, S.V.S.A Madrid	100,0%	72,33%	EUR	750	IG
France	Arpège S.A., Paris	100,0%	100,00%	EUR	22 280	IG
	Bourse Direct S.A., Paris	77,2%	79,63%	EUR	13 877	IG
	Carax SA, Paris	90,9%	65,75%	EUR	1 320	IG
	E-VIEL, Paris	100,0%	100,00%	EUR	8 886	IG
	Exoé, Paris	*	76,6%	EUR	554	IG
	SwissLife Banque Privée, Paris	40,0%	40,00%	EUR	37 902	MEE
	Tradition Securities And Futures S.A., Paris, et succursales de Amsterdam, Bruxelles, Londres, Madrid et Milan	99,9%	72,26%	EUR	11 486	IG
	TSAF OTC, Paris	100,0%	72,26%	EUR	4 836	IG
	Elixium SA, Paris	100,0%	72,33%	EUR	37	IG
Israël	TFS Israel (Brokers) Ltd, Tel Aviv	80,0%	57,86%	ILS	2 778	IG
Italie	Tradition Italia SRL., Milan	100,0%	72,33%	EUR	50	IG
Luxembourg	Tradition Luxembourg S.A., Luxembourg	100,0%	72,33%	EUR	10 421	IG
Monaco	Carax Monaco SAM, Monaco	100,0%	72,33%	EUR	300	IG
Royaume-Uni	Tradition Management Services Ltd, Londres 2)	100,0%	72,33%	GBP	n/s	IG
	Tradition (UK) Ltd, Londres, et succursale de Varsovie	100,0%	72,33%	GBP	35 800	IG
	Tradition UK Holdings Ltd, Londres	*	100,0%	GBP	100	IG
	Tradition London Clearing Ltd, Londres	100,0%	72,33%	GBP	28 500	IG
	Tradition Financial Services Ltd, Londres	100,0%	72,33%	GBP	15 250	IG
	TFS-ICAP Ltd, Londres	51,0%	19,89%	GBP	20	MEE
	TFS Derivatives Ltd, Londres et succursales de Madrid, Milan et Amsterdam	100,0%	72,33%	GBP	23 700	IG
	Trad-X (UK) Ltd, Londres	100,0%	72,33%	GBP	200	IG
	ParFX (UK) Ltd, Londres	100,0%	72,33%	GBP	n/s	IG
Russie	Tradition CIS LLC, Moscou	100,0%	72,33%	RUB	2 680	IG
Pays-Bas	Financière Vermeer N.V., Amsterdam	100,0%	100,00%	EUR	90	IG
Suisse	Compagnie Financière Tradition SA., Lausanne	70,97%	72,33%	CHF	19 061	IG
	Finarbit AG Küssnacht	100,0%	72,33%	CHF	1 500	IG
	Gottex Brokers S.A., Lausanne	49,0%	35,44%	CHF	360	MEE
	Starfuels SA Nyon	40,0%	28,93%	CHF	142	MEE
	Tradition Service Holding SA, Lausanne 1)	100,0%	72,33%	CHF	21 350	IG
	Tradition S.A., Lausanne et succursales de Zurich et Genève	100,0%	72,33%	CHF	450	IG
	TFS S.A., Lausanne 1)	100,0%	72,33%	CHF	100	IG
	Trad-X Holding SA, Lausanne 1)	100,0%	72,33%	CHF	100	IG
	ParFX Holding SA, Lausanne 1)	100,0%	72,33%	CHF	100	IG
	Tradificom International, Lausanne 2)	100,0%	72,33%	CHF	200	IG

Amériques		Entrées de l'exercice	% de contrôle	% d'intérêt	Capital en milliers	Méthode MEE/IG/IP
Argentine	Tradition Argentina S.A., Buenos Aires		100,0%	72,33%	ARS 1 546	IG
Chili	Tradition Chile S.A., Santiago		100,0%	72,33%	CLP 476 805	IG
Colombie	Tradition Securities Colombia S.A., Bogota		100,0%	72,33%	COP 200 000	IG
	Tradition Colombia S.A., Bogota		100,0%	72,33%	COP 90 000	IG
Etats-Unis	Tradition America Holdings Inc., New York 1)		100,0%	72,33%	USD 500	IG
	Tradition Americas LLC, New York		100,0%	72,33%	USD 500	IG
	Tradition SEF Inc., New York		100,0%	72,33%	USD n/s	IG
	Tradition Securities and Derivatives Inc., New York		100,0%	72,33%	USD 5	IG
	Trad-X US LLC, New York		100,0%	72,33%	USD n/s	IG
	TFS Derivatives Corp. LLC, New York		100,0%	72,33%	USD 95	IG
	TFS-ICAP LLC, New York		51,0%	19,89%	USD n/s	MEE
	TFS Energy LLC, Stamford		57,5%	41,59%	USD n/s	IG
	TFS Energy Futures LLC, Stamford		100,0%	41,59%	USD n/s	IG
	TFS Energy Solutions LLC, Stamford		60,0%	43,40%	USD n/s	IG
StreamingEdge.com Inc., New Jersey 2)		80,0%	57,86%	USD n/s	IG	
Mexique	Tradition Services S.A. de C.V., Mexico		100,0%	72,33%	MXN 50	IG
Australie	TFS Australia Pty Ltd, Sydney		100,0%	72,33%	AUD 5	IG
	Tradition Australia Pty Ltd, Sydney		100,0%	72,33%	AUD n/s	IG
	The Renewable Energy Hub Pty Ltd, Sydney		43,7%	31,64%	AUD 334	MEE
Chine	Tradition (Asia) Ltd, Hong Kong		100,0%	72,33%	HKD 25 001	IG
	TFS Derivatives HK Ltd, Hong Kong		100,0%	72,33%	HKD 65 200	IG
	Ping An Tradition International Money Broking Company Ltd, Shenzhen		33,0%	23,87%	CNY 50 000	MEE
Corée	Tradition Korea Ltd, Séoul		100,0%	72,33%	KRW 5 000 000	IG
Inde	Derivium capital & Securities Private Ltd, Mumbai		50,0%	36,17%	INR 24 375	MEE
Indonésie	PT Tradition Indonesia, Jakarta		98,0%	70,88%	IDR 5 000 000	IG
Japon	Tradition Nihon Ltd, Tokyo		100,0%	72,33%	JPY 300 000	IG
	Tradition Japan FX Holdings Ltd, Tokyo 1)		100,0%	72,33%	JPY 500	IG
	Gaitame.com Co., Ltd, Tokyo		50,0%	36,15%	JPY 801 354	MEE
	Ueda Tradition Holding Ltd, Tokyo 1)		60,0%	43,40%	JPY 1 000	IG
	Ueda Tradition Derivatives Ltd, Tokyo		100,0%	43,40%	JPY 5 000	IG
	Ueda Tradition Securities Ltd, Tokyo		100,0%	43,40%	JPY 2 943 000	IG
Nouvelle Zélande	Tradition Kiwi Brokers Limited, Wellington		100,0%	72,33%	NZD 2 676	IG
Philippines	Tradition Financial Services Philippines Inc., Makati		100,0%	72,33%	PHP 515 000	IG
Singapour	Tradition Singapore (Pte) Ltd, Singapour		100,0%	72,33%	SGD 300	IG
	TFS Currencies Pte Ltd, Singapour		100,0%	72,33%	USD 700	IG
	Tradition Asia Pacific (Pte) Ltd, Singapour 1)		100,0%	72,33%	SGD n/s	IG
Thaïlande	Tradition Brokers (Thailand) Ltd, Bangkok		100,0%	51,33%	THB 12 000	IG
	Tradition Siam (Brokers) Ltd, Bangkok		100,0%	51,33%	THB 5 000	IG
	Tradition Fixed Income Co Ltd, Bangkok		100,0%	51,33%	THB 1 000	IG

- (1) Société holding
(2) Société de services
IG : intégration globale
MEE : mise en équivalence

33. Effectifs

Effectifs	2021	2020
France	278	246
Etranger	2 138	2 128
TOTAL	2 416	2 374

34. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés par le Groupe VIEL & Cie à ses commissaires aux comptes au titre des exercices 2021 et 2020 sont les suivants :

	Ernst & Young Audit				Fidorg Audit			
	Montant (€ HT)		%		Montant (€ HT)		%	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Audit								
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 513 007	2 691 730			151 600	134 100		
<input type="radio"/> Emetteur	162 500	157 500	6%	6%	58 000	53 000	38%	40%
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	2 350 507	2 534 230	94%	94%	93 600	81 100	62%	60%
<input type="checkbox"/> Autres services	10 483	10 540			-	-	-	-
<input type="radio"/> Emetteur	4 000	4 000	38%	38%	-	-	-	-
<input type="radio"/> Filiales intégrées globalement	6 483	6 540	62%	62%	-	-	-	-
Sous-total	2 523 491	2 702 270	100%	100%	151 600	134 100	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
<input type="checkbox"/> Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
<input type="checkbox"/> Autres	10 000	10 000	100%	-	-	-	-	-
Sous-total	10 000	10 000	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 533 491	2 712 270	94%	95%	151 600	134 100	6%	5%

35. Consolidation de VIEL & Cie

VIEL & Cie fait l'objet d'une consolidation dans les comptes consolidés de Viel et Compagnie-Finance, dont le siège social est situé au 23 Place Vendôme, 75001 Paris.

36. Evénements postérieurs à la date de clôture

Invasion russe de l'Ukraine

L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 a déclenché des perturbations et des incertitudes sur les marchés et l'économie, ainsi que la mise en œuvre coordonnée de sanctions par la Suisse, les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni et d'autres pays contre la Russie et certaines entités et individus russes, ainsi que des contre-sanctions et d'autres mesures prises par la Russie.

Les produits, activités et contreparties en lien avec ces événements représentent une part très limitée des activités du Groupe. En outre, au 31 décembre 2021, l'exposition du Groupe au risque de crédit sur les créances envers des contreparties russes est marginale de même que le montant des actifs nets consolidés relatif à une filiale en Russie. Par ailleurs, certaines sociétés du Groupe agissent à titre de principal dans l'achat et la vente simultanés de titres pour le compte de tiers. Ces transactions sont gérées sur la base de règlement d'espèces contre livraisons de titres à travers des chambres de compensation. Les fermetures de marché, l'imposition de contrôles des changes ainsi que les sanctions ou d'autres mesures peuvent limiter la capacité du Groupe à régler ces transactions.

Le Groupe continue de suivre de près les effets de cette crise sur ses états financiers consolidés, y compris les estimations des impacts sur le calcul des pertes de crédit attendues et sur l'évaluation des actifs, passifs et de l'exposition hors bilan.

La situation évolue constamment ; cependant, il n'y a pas eu d'effets défavorables significatifs sur les états financiers consolidés du Groupe au 24 mars 2022.